

**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE, DE
L'ECONOMIE, DE LA PROMOTION DES
INVESTISSEMENTS ET DE LA PROSPECTIVE**

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**

NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE
A FIN SEPTEMBRE 2015

NOVEMBRE 2015

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre du Développement Durable, de l'Economie, de la Promotion des investissements et de la Prospective

M. Régis IMMONGAULT

Ministres délégués

Mme Marie Julie BILOGHE-BI-NZE NDONG

Mme Chantal ABENGDANG

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT

Contact :


Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre ville


B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette troisième note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2015.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF	7
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN SEPTEMBRE 2015	9
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES	9
I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	10
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN SEPTEMBRE 2015	12
II LES EVOLUTIONS SECTORIELLES.....	12
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Septembre 2015.....	12
II.2.LE PETROLE	14
II.3.LES MINES	15
<i>II.3.1 le manganèse</i>	<i>15</i>
<i>II.3.2 l'or.....</i>	<i>15</i>
II.4. L'EXPLOITATION FORESTIERE	16
II.5. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE	16
<i>II.5.1.Le caoutchouc naturel</i>	<i>16</i>
<i>II.5.2. L'élevage.....</i>	<i>17</i>
II.6.LES AGRO – INDUSTRIES.....	17
<i>II.6.1. Les huiles et corps gras</i>	<i>17</i>
<i>II.6.2. La production sucrière</i>	<i>18</i>
<i>II.6.3. Les boissons gazeuses et alcoolisées</i>	<i>18</i>
<i>II.6.4. L'eau minérale</i>	<i>19</i>
<i>II.6.5. Le tabac.....</i>	<i>19</i>
II.7. LES INDUSTRIES DU BOIS	19
<i>II.7.1. Les unités de sciage</i>	<i>20</i>
<i>II.7.2. Les unités de déroulage</i>	<i>20</i>
II.8. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	21
<i>II.8.1. L'industrie minière.....</i>	<i>21</i>
<i>II.8.2. La chimie</i>	<i>21</i>
<i>II.8.3. Les matériaux de construction.....</i>	<i>22</i>
II.9.LE RAFFINAGE.....	23
II.10.LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE ..	24
II.10.1. L'électricité	24
II.10.2. L'eau.....	24
II.11 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS	25
II.12.LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	25
<i>II.12.1. Le transport aérien</i>	<i>25</i>
<i>II.12.2. Le transport ferroviaire</i>	<i>26</i>
II.13 LES TELECOMMUNICATIONS	27
II.14 LE COMMERCE.....	27
<i>II.14.1. Le commerce général structuré</i>	<i>27</i>

II.14.2. <i>Le commerce des véhicules neufs</i>	27
II.14.3. <i>Le commerce des produits pétroliers</i>	28
II.14.4. <i>Le commerce des produits pharmaceutiques</i>	28
II.15. LES SERVICES	29
II.15.1. <i>Les services rendus aux entreprises</i>	29
II.15.2. <i>Les services rendus aux particuliers</i>	29
II.15.3. <i>Les services immobiliers</i>	29
II.15.4. <i>Les services de réparation mécanique</i>	29
II.16. L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME	30
II. 17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	30
II.17.1 <i>La situation du bilan</i>	30
II.17.2 <i>Les opérations avec la clientèle</i>	30
II.17.2.1. <i>les ressources collectées</i>	30
II.17.2.2 <i>Les crédits distribués</i>	31
II. 18 LES ACTIVITES DE MICROFINANCE	32
II.18.1 <i>la configuration du secteur</i>	32
II.18-2 <i>La couverture géographique et la clientèle des EMF</i>	32
II.18.3. <i>Capitaux propres et intermédiation financière</i>	33
II.19 LE SECTEUR ASSURANCE	34
II.19.1. <i>La Branche Non Vie</i>	35
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES A FIN	
SEPTEMBRE 2015	37
III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION	37
III.2 L'EMPLOI ET LES SALAIRES	38
III.2.1. <i>L'emploi dans le secteur public</i>	38
III.2.2 <i>Les salaires</i>	39
III.3 LE COMMERCE EXTERIEUR	40
III 3.1. <i>L'évolution des exportations en valeur</i>	40
III.3.2 <i>L'évolution des importations en valeur</i>	41
III.3.3. <i>Le partenariat économique à fin septembre 2015</i>	41
III.3.3.1. <i>Les principaux fournisseurs</i>	42
III.3.3.2. <i>Les principaux clients</i>	43
III.4 LA DETTE PUBLIQUE	44
III.4.1. <i>L'évolution du règlement</i>	44
III.4.2. <i>L'évolution des tirages sur financements extérieurs et intérieurs</i>	45
III.4.3. <i>La situation du stock de la dette publique</i>	47
III.5 LE BUDGET EXECUTE DE L'ETAT A FIN SEPTEMBRE 2015	48
III.5.1. <i>Le solde d'exécution</i>	48
III.5.2. <i>L'exécution des recettes</i>	48
III.5.3. <i>L'exécution des charges de l'Etat</i>	49
III.6. LA SITUATION MONETAIRE	50

III.6.1– LES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES	51
III.6.1.1- La masse monétaire (M2)	51
III.6.1.2- Les ressources extra-monétaires	51
III.6.2-LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE	51
III.6.2.1- Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)	51
III.6.2.2-Le crédit intérieur	52
III.6.2.3- Les créances sur l'économie	52
III.6.2.4- Les créances nettes sur l'Etat	52
III.7 LA POLITIQUE MONETAIRE	52
III.7.1- L'ACTION SUR LA LIQUIDITE BANCAIRE	52
III.7.2- LA POLITIQUE DES TAUX D'INTERET	52
CONCLUSION	54

RESUME EXECUTIF

L'activité économique mondiale a décéléré au cours des neuf premiers mois de l'année 2015 suite au ralentissement observé dans les pays émergents et en développement et à l'atonie de la reprise dans les pays avancés. Elle a évolué dans un contexte marqué par la poursuite de la baisse des cours des principaux produits de base, un durcissement des conditions financières extérieures et un fléchissement de l'inflation notamment, dans les pays industrialisés. Ainsi, le taux de croissance prévisionnel annuel est fixé à 3,1% contre 3,3% précédemment.

Evoluant dans un environnement économique international peu favorable, l'économie gabonaise s'est caractérisée, au niveau du secteur primaire, par de bonnes performances dans la production pétrolière. Parallèlement, on a enregistré une bonne tenue de l'activité minière caractérisée par une hausse concomitante de la production et des exportations de manganèse.

La branche aurifère, qui s'est caractérisée par un renforcement de l'activité et l'exploitation forestière, a profité de la demande supplémentaire issue de l'accroissement des unités de transformation.

Néanmoins, on note une forte baisse des prix moyens de baril du brut gabonais (-52%) et du manganèse (-35% environ) par rapport à 2014.

Au niveau du secteur secondaire, la plupart des branches ont enregistré des contreperformances. Ainsi, l'activité du BTP a été influencée par la baisse de la commande publique, se traduisant par un recul de 27% de sa production. Dans le même temps, la branche raffinage a subi les effets de la grève des agents membres de l'ONEP en début d'année.

En outre, les industries agroalimentaires dans toutes leurs composantes, à l'exception de la production de l'eau minérale, affichent des résultats en baisse. La même tendance baissière est observée au niveau des autres industries de transformation dans la quasi-totalité de ses branches.

Par contre, les activités de la branche énergie et eau se sont soldées par une nette amélioration consécutive aux travaux de modernisation et de renforcement de l'outil de production et de distribution. L'industrie de transformation de manganèse a démarré ses activités à travers les deux (2) usines de silicomanganèse et de manganèse métal. Les industries de transformation du bois ont enregistré une progression de 5,4% de la production, tirée par les segments sciage et placage.

Dans le secteur tertiaire, l'activité des télécommunications est marquée par une faible progression du chiffre d'affaires et une baisse du nombre d'abonnés. Les résultats de la branche des transports ont été contrastés avec une baisse des indicateurs du transport aérien et une bonne tenue de l'activité ferroviaire. Le reste des branches à savoir le commerce, les services ainsi que l'hôtellerie-restauration-tourisme est orienté à la baisse.

La situation bancaire s'est traduite à fin septembre par un recul de 3,5% du total des bilans des banques, en liaison avec le ralentissement de l'activité économique.

Sur le plan macroéconomique, on a noté un recul de 0,2% de l'inflation sur les neuf premiers mois contre une hausse de 6% sur la même période en 2014. Ce retrait provient du

fléchissement des prix relatifs à la « santé » (-16,5%), aux « communications » (-13,3%) et au « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (-9,7%).

Concernant les finances publiques, on relève une nette progression des règlements de la dette et des financements extérieurs. Les règlements de la dette ont augmenté de 30,5%, et les tirages sur financement extérieurs ont plus que doublé (+141,5%) par rapport à fin septembre 2014.

A fin septembre 2015, les exportations ont reculé de 27,7%, suite à la baisse des prix du baril de pétrole observée sur la période par rapport à 2014. Ce repli des exportations, combiné à la légère hausse des importations (+0,9%), s'est traduit par la contraction de l'excédent du solde de la balance commerciale.

PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN SEPTEMBRE 2015

L'économie mondiale a été marquée à fin septembre 2015 par une décélération consécutive à un ralentissement des pays émergents et en développement, et à un affaiblissement de la reprise dans les pays avancés.

L'activité a évolué dans un contexte caractérisé par une volatilité des marchés financiers, un durcissement des conditions financières extérieures, une baisse des prix des produits de base et un fléchissement de l'inflation globale dans les pays avancés.

Ainsi, le taux de croissance prévisionnel du PIB mondial a été ramené à 3,1% en 2015 contre 3,3%, initialement prévu dans les perspectives économiques mondiales de juillet 2015.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

La situation économique des pays avancés, bien qu'en nette amélioration, est demeurée atone du fait notamment des conditions climatiques difficiles aux Etats-Unis et d'une faible productivité dans plusieurs pays de la zone euro. La baisse de la facture énergétique et le regain de la demande intérieure ont constitué néanmoins des facteurs déterminants. De fait, la croissance annuelle prévisionnelle a été actualisée à 2% pour 2015.

Aux **Etats-Unis**, l'activité économique est solide depuis le deuxième trimestre, après la baisse enregistrée au trimestre précédent. Les nombreuses créations d'emplois et la baisse des prix de l'énergie ont permis une amélioration du pouvoir d'achat qui s'est traduit par une accélération de la consommation des ménages. Ainsi, les perspectives de croissance du PIB demeurent positives avec une estimation de 2,6% en 2015.

Au sein de la **Zone euro**, la reprise économique en cours est inégalement répartie entre les pays avec notamment le redressement des pays du sud de l'Europe (Espagne, Italie et Portugal...), longtemps confrontés à la crise. L'expansion économique de retour dans la zone euro s'est traduite par des taux de croissance de 0,3% au troisième trimestre (contre 0,4% au premier et deuxième trimestre). La croissance globale annuelle devrait se renforcer pour se situer à 1,5% en 2015 (contre 0,9% en 2014) et ce, malgré les incertitudes liées à l'économie de la Grèce. Cette expansion découlerait du repli des coûts énergétiques et d'une bonne tenue de la consommation liée à la baisse de l'inflation.

Dans cet ensemble, la croissance **Allemande** a reculé au troisième trimestre (0,3% contre 0,4% au deuxième trimestre) du fait du ralentissement du commerce extérieur. Il est prévu une croissance de 1,5% pour l'ensemble de l'année, grâce au dynamisme de la demande intérieure.

Parallèlement, **en France**, la consommation est restée le principal moteur de la croissance en raison notamment de la baisse des prix du pétrole et de la stabilisation des prélèvements obligatoires. Dans ce contexte, le PIB a progressé de 0,3% au troisième trimestre, autorisant ainsi une révision à 1,2% de la croissance annuelle.

En **Espagne**, l'embellie économique s'est accompagnée d'une progression du revenu disponible et de plusieurs créations d'emplois. L'activité pourrait progresser de 3,1% en 2015.

Dans le même sillage, le Produit intérieur brut de **l'Italie** augmenterait de 0,8%. Celui-ci serait tiré par une demande intérieure vigoureuse et un net rebond de l'investissement.

Hors de la zone euro, au **Royaume-Uni**, la croissance pourrait se situer à 2,5%. Celle-ci découlerait principalement de la consommation, portée par la reprise des salaires réels et la faiblesse persistante de l'inflation.

Au **Japon**, après plusieurs années de récession, la situation économique du pays reste fragile et préoccupante. Le pays a enregistré deux trimestres successifs de croissance négative. Techniquement, le Japon est en récession. Les deux principaux leviers de la croissance à savoir les exportations et la demande intérieure peinent à décoller. Dans ce contexte, la croissance annuelle est prévue à 0,6% en 2015.

I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Dans les économies émergentes et en développement, la croissance serait en repli (4%) en 2015. Les facteurs explicatifs de cette tendance diffèrent selon les pays. Toutefois, la baisse des prix des produits de base demeure une constante dans de nombreux pays d'Afrique, et d'Amérique latine. Le durcissement des conditions financières extérieures réduit, par ailleurs, les possibilités de financement dans un contexte budgétaire difficile. L'environnement géopolitique instable dans certains pays menace l'activité économique et se traduit par un recul de l'investissement. Enfin, la lente progression de l'économie chinoise impacte la demande extérieure de nombre de ces pays.

En Asie, la croissance chinoise a ralenti à 6,9% au troisième trimestre en rythme annuel. Cette évolution est imputable à la morosité économique dans les principaux pays partenaires. Dans le même temps, l'économie indienne enregistrerait une croissance de 7,3%, portée par le secteur des services.

Confrontée aux sanctions économiques de l'union européenne et des Etats-Unis, à la baisse des cours du pétrole et à des faiblesses structurelles, la Russie est officiellement entrée en récession au premier trimestre 2015. Les perspectives du FMI tablent sur une contraction de 3,8% du PIB à fin décembre 2015.

En Amérique latine, les perspectives économiques resteraient fragiles en liaison avec la baisse des prix des produits de base. Ainsi, la croissance de la zone est prévue à -0,3% sur l'année. Au sein de cet ensemble, le Brésil enregistrerait une baisse de 3% du PIB annuel, du fait d'une diminution rapide de l'investissement et d'un repli de la demande intérieure. Le PIB du Mexique, l'une des plus grandes économies de la zone, croîtrait de 2,3%.

La situation économique des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord est marquée par la répercussion des conflits régionaux et de la montée des tensions sécuritaires et sociales. Dans ce contexte, les pays exportateurs de pétrole restent confrontés à la baisse des prix tandis que la reprise s'affermi dans les pays importateurs. Dès lors, la croissance régionale s'établirait à 2,5% en 2015.

En Afrique subsaharienne, l'environnement économique est resté marqué par la baisse des prix des produits de base. Le recul de la demande chinoise a constitué, par ailleurs, une source

de préoccupation. Enfin, le durcissement progressif des conditions financières mondiales a réduit les opportunités de financement de ces pays.

Toutefois, la situation économique des pays importateurs de pétrole a semblé meilleure. Ainsi, la Côte d'Ivoire et la République du Congo devraient enregistrer une croissance annuelle supérieure à 7%. A contrario, les pays exportateurs de brut éprouvent des difficultés de financement. Le PIB de la région ralentirait à 3,8% contre 5,0% en 2014.

En **Afrique Centrale**, la prévision de croissance du PIB annuel a été révisée à la baisse pour se situer à 2,5% contre 2,8% précédemment. La baisse des prix du pétrole impacte de manière significative les économies de cette zone. Par ailleurs, les problèmes d'insécurité et d'instabilité dans certains pays constituent des facteurs pénalisants.

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN SEPTEMBRE 2015

II LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Septembre 2015

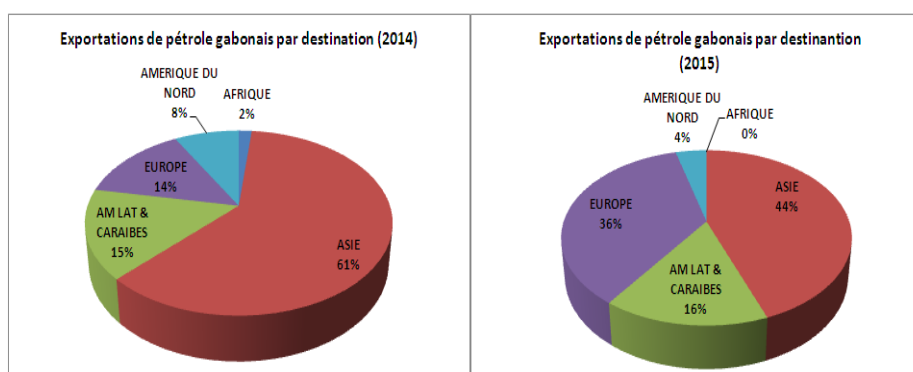
SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↗
Manganèse	↗
Or	↗
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↗
<i>Elevage</i>	↗
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Huiles et corps gras</i>	↘
<i>Production sucrière</i>	↘
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↘
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Fabrication de tabac</i>	↘
Industries du bois	
<i>Sciage</i>	↗
<i>Placage</i>	↗
<i>Contreplaqué</i>	↘
Autres industries de transformation	
<i>Chimie</i>	↘
<i>Matériaux de construction</i>	↗
Raffinage	↘
Electricité et eau	↗
BTP	↘
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Aérien</i>	↘
<i>Ferroviaire</i>	↗
Télécommunications	↗
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↘
<i>Véhicules utilitaires neufs</i>	↘

<i>Véhicules industriels</i>	↘
<i>Produits pétroliers</i>	↘
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↔
Services	
<i>Rendus aux entreprises</i>	↘
<i>Rendus aux particuliers</i>	↘
<i>Réparation mécanique</i>	↘
Hôtellerie, Restauration et Tourisme	↘

II.2.LE PETROLE

La production pétrolière à fin septembre 2015 a atteint 8,7 millions de tonnes (63,6 millions de barils), soit une progression de 5,9% par rapport à fin septembre 2014. La hausse de la production s'explique principalement par l'exploitation de certains champs par Perenco (Moba et Igongo) et Sino Gabon (Akondo), l'optimisation du champ Tchatamba, ainsi que les bons résultats enregistrés sur certains puits forés (Turnix, Ganga, Niungo, Tsiengui-Est, Toucan, etc.).

Parallèlement, les exportations ont connu une hausse de 13,2% à 8,1 millions de tonnes, suite à la vigueur de la demande européenne dont les volumes ont plus que doublé et de l'Amérique latine et des Caraïbes (+20,3%). L'Asie et l'Europe restent les principales destinations du brut gabonais en absorbant près de 80% des exportations.



Dans un contexte de surabondance de l'offre et de l'atonie de la demande mondiale de pétrole, le prix moyen du Brent s'est situé à 55,39 dollars le baril, en baisse de 49,2% par rapport à 2014 sur la période sous-revue. Parallèlement, le prix moyen des bruts gabonais a accusé une chute de 52,3% à 51,02 dollars le baril.

En revanche, le taux moyen de change du dollar par rapport au FCFA s'est apprécié de 23% à fin septembre 2015 pour s'établir à 588,94 FCFA pour 1 dollar américain.

Evolution de l'activité pétrolière

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Production (en millions de tonnes)	8,237	8,720	5,9%
Exportations (en millions de tonnes)	7,119	8,057	13,2%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	108,98	55,39	-49,2%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	106,98	51,02	-52,3%
Taux de change (\$US/FCFA)	478,671	588,940	23,0%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.3.LES MINES

II.3.1 le manganèse

A fin septembre 2015, la production mondiale brute d'acier au carbone, principal débouché du manganèse, a reculé de 2,4% par rapport à la même période de 2014. Celle-ci a pâti de la faiblesse de la demande interne chinoise et la baisse de la production sidérurgique aux Etats-Unis (-6,8) et en Asie hors Chine, suite aux fortes exportations chinoises d'acier (+21%).

Malgré ce contexte international défavorable, la production nationale de minerai et d'agglomérés de manganèse a progressé de 13,8% pour atteindre 3,1 millions de tonnes à fin septembre 2015, suite aux bonnes performances enregistrées sur le site de Moanda au cours du troisième trimestre.

Parallèlement, les livraisons externes de manganèse ont augmenté de 10,4% pour s'établir à 2,9 millions de tonnes, générant un chiffre d'affaires de 248,8 milliards de FCFA, soit un accroissement de 4,6%, en dépit des prix du minerai actuellement très bas.

Evolution de l'activité de manganèse

(en tonnes)	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Production	2 729 858	3 106 025	13,8%
Exportations	2 663 967	2 956 975	11,0%
Ventes	2 665 294	2 942 950	10,4%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	237 840	248 758	4,6%

Source : Comilog & CICHMZ

II.3.2 l'or

La branche aurifère s'est caractérisée par un renforcement de l'activité au 30 septembre 2015. Ainsi, la production de l'or a atteint 1010 kg, soit une hausse de 20,2% et l'équivalent de 148 lingots. Ces bonnes performances de l'unité de transformation sont inhérentes aux investissements réalisés l'année précédente sur le site d'exploitation et au niveau de l'usine.

Sur le plan commercial, les ventes d'or ont généré un chiffre d'affaires de 17,3 milliards de FCFA à fin septembre 2015.

Evolution de l'activité de l'or

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Production (KG)	840	1 010	20,2%
Lingots (Nombre)	140	148	5,7%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	15 485	17 336	12,0%

Source : DSTM du Haut-Ogooué/Ogooué-Iolo (Ressources Golden Gram - REGG Gabon)

II.4. L'EXPLOITATION FORESTIERE

A fin septembre 2015, l'exploitation forestière est caractérisée par de bonnes performances. En effet, la production de grumes a progressé de 24,5% pour atteindre 784 771 m³, en raison de la demande soutenue des unités de transformation, en liaison avec le renforcement du tissu industriel. Parallèlement, les achats de grumes ont connu une augmentation de 35,7% pour afficher 43 277 m³, du fait des besoins exprimés par certains opérateurs de la filière, notamment ceux qui ne disposent pas de permis forestiers.

Evolution de l'activité forestière

(en m3)	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Production	630 540	784 771	24,5%
Achats de grumes	31 907	43 277	35,7%

Sources: Somivab, Hua-Jia, Ceb, Bsg, Egg, Sbl, Rfm, Bso, Rougier, Cora Wood, Cbg, Sng, Tv-Bg, Sfik

II.5. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE

II.5.1. Le caoutchouc naturel

La filière de l'hévéaculture est marquée à fin septembre 2015 par des résultats globalement positifs. En effet, nonobstant le repli de la production de caoutchouc humide en fonds de tasse de 20,1% en raison du vieillissement des hévéas, la transformation de caoutchouc en granulés a progressé de 7,3%, pour un volume de 13 302 tonnes.

Parallèlement, les exportations de caoutchouc en granulé ont augmenté de 9,5% sur la période sous-revue pour atteindre 13 300 tonnes. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est établi à 11,8 milliards de FCFA, soit une progression de 8,3% par rapport à fin septembre 2014.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Productions			
Caoutchouc humide (en tonnes)	27 896,5	22 299,6	-20,1%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	12 401,7	13 301,8	7,3%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	12 148,3	13 300,0	9,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	10 950,6	11 856,4	8,3%
Effectifs	177,0	183,0	3,4%
Masse salariale	974,2	966,6	-0,8%

Source : SIAT

II.5.2. L'élevage

Au cours des neuf premiers mois de 2015, le ranch de SIAT GABON a connu un accroissement de son cheptel qui compte 4 760 bêtes contre 4 690 têtes à la même période en 2014, suite à la stimulation des naissances et à une meilleure sécurisation du ranch. De même, sur le plan commercial, la société a mis sur le marché un volume de 90,5 tonnes de viande, en hausse de 15,6% par rapport à la même période en 2014, induisant un chiffre d'affaires de 385 millions de FCFA à fin septembre 2015.

Evolution de l'élevage

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Effectif du cheptel	4 690	4 750	1,3%
Vente de viande (en kg)	78 238	90 473	15,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	329	385	17,1%
Effectif	24	20	-16,7%
Masse salariale	92	87	-5,0%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.6.LES AGRO – INDUSTRIES

II.6.1. Les huiles et corps gras

La morosité de l'activité de la filière huiles et corps gras s'est poursuivie au troisième trimestre 2015. En effet, hormis la production de l'huile rouge brute qui s'est accrue de 34,7%, les autres productions ont fortement baissé. Il en est ainsi de l'oléine et des savons en raison des difficultés de commercialisation liées à la concurrence des produits importés.

En conséquence, le chiffre d'affaires a chuté de 40,6%, pour se situer à 3,7 milliards de FCFA, corrélativement à la réduction des quantités vendues des huiles et savons sur le marché local.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Productions (en tonnes)			
Huile rouge	4 294,0	5 784,8	34,7%
Huile raffinée	4 631,2	4 314,3	-6,8%
Savons	1 896,5	1 536,0	-19,0%
Ventes (en tonnes)	6 765,6	5 652,8	-16,4%
Huile raffinée	4 897,8	3 831,9	-21,8%
Savons	1 867,8	1 820,9	-2,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	6 285,9	3 736,0	-40,6%
Effectifs	182	168	-7,7%
Masse salariale	893,9	809,8	-9,4%

Source : SIAT

II.6.2. La production sucrière

L'activité sucrière s'est caractérisée par des contre-performances agronomiques et industrielles au terme des neufs premiers mois de 2015. En effet, sur le plan agronomique, les aléas climatiques et le début tardif de la campagne sucrière ont induit une baisse de la production de sucre en granulé de 50 kg de 5,3% pour se situer à 21 477 tonnes. Parallèlement, la transformation de sucre en morceaux et en dosettes s'est repliée de 8,9% pour s'établir à 13 241 tonnes, plombée par la régression de la production de sucre en morceaux (-13,6%), suite à la grève observée par le personnel en début d'année.

Evolution de l'activité sucrière

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Production totale (en tonnes)	22 677	21 479	-5,3%
Total du sucre transformé (en tonnes)	14 532	13 241	-8,9%
Sucre (en morceaux)	7 714	6 669	-13,6%
Autres (doses+granulés+sachets 1 kg)	6 818	6 572	-3,6%
Ventes (en tonnes)	24 357	24 229	-0,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	15 015	15 009	0,0%
Effectifs	399	389	-2,5%
Masse salariale	2 169	2 042	-5,9%

Source : Sucaf

En dépit de la légère baisse des quantités vendues de sucre sur le marché local, le chiffre d'affaires a stagné à 15 milliards de francs CFA au 30 septembre 2015.

II.6.3. Les boissons gazeuses et alcoolisées

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées s'est globalement caractérisée par une atonie de l'activité. Ainsi, la production consolidée de boissons gazeuses et alcoolisées a diminué de 9,8%, soit 2 millions d'hectolitres, imputable à la faiblesse des commandes locales. Corrélativement, le chiffre d'affaires a reculé de 0,6%, se situant à 116,5 milliards de FCFA à fin septembre 2015.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Productions (en hectolitres)	2 253 020	2 033 106	-9,8%
Bières	1 322 524	1 154 421	-12,7%
Boissons gazeuses	867 888	810 139	-6,7%
Vins	22 647	34 278	51,4%
Divers	39 961	34 267	-14,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	117 240	116 538	-0,6%
Effectifs	961	967	0,6%
Masse salariale	9 002	9 555	6,1%

Sources : Sobraga, Sovingab

II.6.4. L'eau minérale

La production de l'eau minérale s'est établie à 494 540 hectolitres à fin septembre 2015, soit une hausse de 17,8 % par rapport à la même période de l'année précédente. Ceci, en raison de la fermeté de la demande locale, portant ainsi le chiffre d'affaires à 10,5 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Production d'eau (en hectolitres)	419 636	494 540	17,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	8 608	10 548	22,5%
Effectifs	48	55	14,6%
Masse salariale	417	495	18,8%

Source : Soboléo

II.6.5. Le tabac

La branche tabatière a été marquée par de mauvais résultats au terme des neuf premiers mois de 2015, suite aux problèmes d'approvisionnement en consommations intermédiaires, à l'arrêt des exportations et à la fermeture de l'unité de fabrication de scaferlati. Dans ce contexte, la production de cigarettes a régressé de 19,6% pour 6,1 millions de paquets. Parallèlement, le chiffre d'affaires a chuté de 29,1% à 1,7 milliard de francs CFA.

Evolution de l'activité du tabac

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Productions			
Cigarettes (milliers de paquets)	7 619,0	6 128,0	-19,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 448,0	1 736,0	-29,1%

Source : Sociga

II.7. LES INDUSTRIES DU BOIS

Les industries de transformation du bois sont marquées par un regain d'activité. Ainsi, la production consolidée a enregistré une progression de 5,4% pour atteindre 449 842 m³, en raison d'un meilleur rythme d'approvisionnement des usines en grumes. Cette progression est tirée par les segments sciage et placage alors que la production de contreplaqués enregistre une baisse.

Sur le plan commercial, les ventes locales et les exportations ont observé la même tendance haussière avec respectivement 16% et 4,2% pour afficher des volumes vendus de 32 032 m³ et 381 588 m³, attribuable au dynamisme du marché local et extérieur.

Evolution de l'activité de production des industries du bois

(en m3)	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Production	426 838,0	449 841,5	5,4%
Ventes locales	27 607,0	32 032,0	16,0%
Exportations	366 076,0	381 588,2	4,2%

Sources: DICB, Cora Wood, Rougier, Tbni, Rfm, Ceb, Cpb, Thébault-Transbois, Tgi, Sheng Yang, Mpb, Rfm, Snb

II.7.1. Les unités de sciage

Au terme des neuf premiers mois de 2015, le segment sciage a connu une amélioration de son activité, au regard de l'évolution ascendante de ses principaux indicateurs. Ainsi, sur le plan industriel, la production a augmenté de 5,2% pour atteindre 270 771 m³, en raison de l'approvisionnement régulier des unités de transformation en grumes. Il en est de même des ventes locales et des exportations qui ont enregistré des hausses respectives de 23,3% et 1,9%, suite à la vigueur de la demande locale et du maintien des carnets de commandes extérieures.

Evolution de l'activité de sciage

(en m3)	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Production	257 488,0	270 771,0	5,2%
Ventes locales	20 597,0	25 390,0	23,3%
Exportations	231 805,0	236 272,0	1,9%

Sources: DICB, Cora Wood, Rougier, Somivab, Hua-Jia, Cbg, Ceb, Bsg, Bso, Rfm, Egg, Tbni, Sitrab, Ifeg, Super Bois, Safor, TaliBois, Foreex, Bordamur

II.7.2. Les unités de déroulage

- **Le placage**

Le segment placage s'est bien comporté durant les neuf premiers mois de 2015. En effet, la production a atteint 138 140 m³, soit une augmentation de 11,5% comparativement à la même période de 2014. Cette situation s'explique par un meilleur approvisionnement des usines. Au cours de la période sous-revue, les exportations ont progressé de 7% à 112 307 m³, essentiellement du fait de la bonne tenue des commandes extérieures.

Evolution de l'activité de placage

(en m3)	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Production	123 935,0	138 139,5	11,5%
Exportations	104 971,0	112 307,2	7,0%

Sources: DICB, Cora Wood, Cema, Thébault-Transbois, Tgi, Runbunan, Cpb, Pdg, Snb

- **Le contreplaqué**

La fabrication de contreplaqué a connu globalement des résultats en baisse au cours des neuf premiers mois 2015, à l'exception des exportations. En effet, la production de contreplaqué a régressé de 9,9% pour se chiffrer à 40 931 m³, du fait du ralentissement constaté dans certaines unités suite aux difficultés techniques.

Sur le plan commercial, les ventes locales ont connu la même tendance baissière (-5,2%), en raison de la faiblesse de la demande des particuliers et de quelques opérateurs du BTP. Cependant, les exportations ont progressé de 12,7%, suite à la fermeté de la demande du marché international.

Evolution de l'activité de contreplaqué

(en m3)	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Production	45 415,0	40 931,0	-9,9%
Ventes locales	7 010,0	6 642,0	-5,2%
Exportations	29 300,0	33 009,0	12,7%

Sources: Cora Wood, Rougier, Sheng Yang, OtimVeener

II.8. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1. L'industrie minière

Le secteur industriel gabonais s'est enrichi en 2015 avec la mise en fonctionnement du Complexe Métallurgique de Moanda (CMM ou C2M). Ce complexe minier comprend deux usines : une pour la production de silicomanganèse avec une capacité de 65 000 tonnes par an et une autre avec une capacité de 20 000 tonnes par an pour la production de manganèse métal.

Depuis leur démarrage en cours d'année, la production du complexe métallurgique de Moanda (C2M) s'est établie à fin septembre 2015 à 9 630 tonnes de silicomanganèse et 1 193 tonnes de manganèse métal.

Parallèlement, les livraisons externes ont atteint 8 691 tonnes de silicomanganèse et 1 030 tonnes de manganèse métal au 30 septembre 2015. Il est à noter que les prix de vente de ces deux produits ont très fortement baissé (-40% minimum) au cours de cette période.

II.8.2. La chimie

- **Les peintures**

L'activité de fabrication de peintures a ralenti en raison de la contraction des consommations des opérateurs des BTP et des sociétés pétrolières. Ainsi, la production a chuté de 17,9% pour s'établir à 3 234 tonnes à fin septembre 2015. En conséquence, le chiffre d'affaires a régressé de 17,2% à 7,3 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des peintures

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Production (en tonnes)	3 939,7	3 234,0	-17,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	8 835,5	7 318,9	-17,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	648,9	895,4	38,0%
Effectifs (en nombre)	79	67	-15,2%

Sources: GPL, Chimie Gabon

- **Les lubrifiants**

La branche de la fabrication des lubrifiants a été marquée par des contre-performances industrielles et commerciales, en raison des faibles commandes des marqueteurs sur le marché local et extérieur. En effet, la production de lubrifiants a chuté de 45,1% à 1 974 tonnes à fin septembre. De même, la production des emballages métalliques et plastiques a régressé de 48,4% (110 779 unités) sur la même période.

Dans ces conditions, le chiffre d'affaires s'est replié de 37,7% pour s'établir à 3 milliards de FCFA. La réduction des effectifs de 11,4% a entraîné un relèvement de la masse salariale de 20,3%, suite au paiement des droits de départs.

Evolution de l'activité des « lubrifiants »

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Productions			
Lubrifiants (en tonnes)	3 595	1 974	-45,1%
Emballages (en unités)	214 831	110 779	-48,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 891	3 048	-37,7%
Effectifs (nombre d'agents)	44	39	-11,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	374	450	20,3%

Source : PIZOLUB

II.8.3. Les matériaux de construction

La restructuration de l'entreprise opérée en 2014 a consacré l'arrêt de l'exploitation de la carrière de calcaire et de l'usine de production de clinker de Ntoun, ainsi que la réhabilitation de l'usine d'Owendo. Dans ce contexte, la production de ciment s'est améliorée au cours des neuf premiers mois de 2015 pour se situer à 128 495 tonnes, soit une hausse de 2,1% par rapport à la même période de l'année précédente.

Evolution de l'activité des matériaux de construction

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Productions (en tonnes)			
Ciments	125 588	128 495	2,3%
Agrégats	319 432	37 745	-88,2%
Ventes de ciment (en tonnes)	126 890	127 176	0,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	12 338	10 542	-14,6%
Masse salariale (en millions de FCFA)	3 675	1 271	-65,4%
Effectifs	139	93	-33,1%

Source : CIM-GABON

Cependant, en dépit de la stagnation des quantités de ventes de ciment (+0,2%), le chiffre d'affaires global s'est replié de 14,6% à 10,5 milliards de FCFA, en raison de la baisse des prix de vente du ciment et de la suspension des ventes d'agrégats.

Dans le cadre de la politique de restructuration, la baisse des effectifs de 33,1% a induit une diminution de la masse salariale.

II.9.LE RAFFINAGE

L'activité de la raffinerie est marquée par une évolution descendante des principaux indicateurs de la branche à fin septembre 2015, pénalisée par la grève des agents membres de l'ONEP en début d'année et la faiblesse de la demande en liaison avec la morosité observée dans certains secteurs de l'économie nationale. Ainsi, le volume du brut traité a connu un repli de 6,5% à 672 009 tonnes métriques (TM) contre 718 516 TM en 2014.

Parallèlement, sur le plan commercial, hormis le butane, les autres produits pétroliers raffinés ont enregistré une baisse des volumes vendus, sur le marché domestique et à l'extérieur. En conséquence, le chiffre d'affaires a chuté de 37,4% pour s'établir à 251,6 milliards de FCFA à fin septembre 2015.

Evolution de l'activité de raffinage

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
TOTAL DU BRUT TRAITE	718 517	672 009	-6,5%
Compte propre (tonnes métriques)	718 517	672 009	-6,5%
VENTES DE SOGARA			
Butane (TM)	28 156	30 389	7,9%
Super (m ³)	80 046	67 547	-15,6%
Pétrole lampant (m ³)	27 085	22 203	-18,0%
Turbine fuel 1 (m ³)	48 830	36 892	-24,4%
Gas-oil moteur (m ³)	507 915	375 856	-26,0%
Résidu atmosphérique export (TM)	392 417	338 363	-13,8%
CHIFFRE D'AFFAIRES (millions FCFA)	402 109	251 568	-37,4%
Chiffre d'affaires intérieur	292 218	186 831	-36,1%
Chiffre d'affaires export	109 891	64 737	-41,1%

Source : Sogara

II.10.LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

Les neuf premiers mois de 2015 se sont soldés par une nette amélioration des activités des branches énergie et eau, en liaison avec les travaux de modernisation et de renforcement de l'outil de production et de distribution.

II.10.1. L'électricité

La production nette d'électricité a augmenté de 4,8% pour atteindre 1 706,3 millions de KWh. Cette performance fait suite à la remise en production de certains groupes thermiques de la Seeg et à la montée en puissance de la production de la centrale du Grand Poubara.

Le volume des ventes a progressé de 4% suite à la demande croissante des ménages (6,2%). Parallèlement, le chiffre d'affaires s'est accru de 1,1% à 120,4 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Production nette (en GWh)	1 627,7	1 706,3	4,8%
Production nette SEEG	1 331,1	1 414,1	6,2%
Achats d'électricité à Telemenia (Lbv)	296,6	292,2	-1,5%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	1 253,6	1 304,1	4,0%
Volumes facturés MT hors cession	466,6	468,2	0,3%
Volumes facturés BT hors cession	786,9	835,9	6,2%
CA Total hors cession (en millions de FCFA)	119 157,6	120 413,0	1,1%
CA MT hors cession	36 897,3	36 077,3	-2,2%
CA BT hors cession	82 260,3	84 335,8	2,5%

Source : Seeg, Société de Patrimoine

II.10.2. L'eau

La branche eau a enregistré des résultats satisfaisants au regard de l'évolution de ses indicateurs. En effet, sous l'effet conjoint d'un renforcement de la capacité de production et de la vigueur de la demande (industries et ménages), la production de l'eau a augmenté de 13,2% à 81,5 millions de m³. De même, les ventes ont progressé de 18,6%, portant le chiffre d'affaires à 21,1 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de la branche eau

(en milliers de m3)	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Production nette	72 024,6	81 535,9	13,2%
Ventes hors cession	48 712,0	57 783,4	18,6%
CA hors cession (en millions de FCFA)	17 662,9	21 109,0	19,5%

Source: SEEG

II.11 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

L'activité du secteur BTP a reculé au terme des neuf mois de l'année 2015, en raison de l'atonie de la demande, conjuguée au ralentissement ou à l'arrêt de certains travaux. Cette situation a pour corollaire les difficultés de trésorerie éprouvées par les sociétés. La production vendue a ainsi chuté de 27,3% pour se situer à 254,7 milliards de FCFA à fin septembre 2015 contre 350,2 milliards de FCFA un an plus tôt à la même période.

Cette régression découle du segment bâtiment et génie civil (-29,9%), qui connaît un ralentissement de ses activités. Cette tendance n'a pas été atténuée par les résultats positifs du segment Eau-Electricité-Téléphone qui a enregistré une hausse de 6,3% de son chiffre d'affaires, soutenue par d'importants carnets de commandes.

Corrélativement à la baisse d'activité, la plupart des entreprises des BTP ont procédé aux licenciements économiques, ramenant les effectifs à 2 768 agents permanents contre 4 027 agents à fin septembre 2014, soit une réduction de 31,3%. Par conséquent, la masse salariale a baissé de 23,4% à 22,4 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des BTP

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Production (en millions de FCFA), dont :	350 163	254 707	-27,3%
Bâtiment et Génie civil	324 620	227 550	-29,9%
Lignes d'eau, d'électricité, de téléphone	25 542	27 157	6,3%
Masse salariale (en millions de FCFA)	29 215	22 368	-23,4%
Effectifs (nombre d'agents)	4 027	2 768	-31,3%

Sources : Socoba EDTPL, Sobeas, Socofi/Avantis, Mika services, Acciona, CGPR, Sinohydro, CFHEG Gabon, Sericom, Sogafric Services, Seteg, Bouygues Energies et Services.

II.12. LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.12.1. Le transport aérien

L'observation des indicateurs relatifs au transport aérien révèle des résultats négatifs au cours des neuf premiers mois de l'année 2015. En effet, les mouvements commerciaux des avions ont baissé de 2,9%, à 17 441 vols, suite au manque de vitalité de certaines compagnies et aux problèmes d'exploitation rencontrés sur le réseau national et international.

Dans le même temps, le nombre de passagers est passé à 793 247 personnes, soit un léger repli de 0,3% imputable aux contre-performances des compagnies sur le réseau domestique. Par ailleurs, le volume de fret a fléchi de 28,9% à 10 840 tonnes à fin septembre 2015. Cette situation repose principalement sur les contre-performances de Sky Gabon, Allied Air Limited et Air France qui n'ont transporté que le tiers de leur tonnage de 2014.

Evolution de l'activité du transport aérien

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Mouvements avions commerciaux	17 640	17 128	-2,9%
- Réseau domestique	9 200	8 494	-7,7%
- Réseau international	8 440	8 634	2,3%
Passagers	739 816	737 753	-0,3%
- Réseau domestique	225 230	201 111	-10,7%
- Réseau international	447 062	445 107	-0,4%
- Transit	67 524	91 535	35,6%
Volume du fret (en tonnes)	15 252	10 840	-28,9%
- Réseau domestique	1 344	909	-32,3%
- Réseau international	13 908	9 931	-28,6%

Source: ADL

II.12.2. Le transport ferroviaire

A fin septembre 2015, le transport ferroviaire a enregistré des résultats positifs, en raison du regain de l'activité dans les mines et les industries du bois. Le volume global de marchandises transportées par rails a ainsi progressé de 15,1% à 3,6 millions de tonnes.

Parallèlement, l'amélioration de la fluidité du trafic, suite aux travaux de réhabilitation de la voie ferrée et la régularité des trains voyageurs, a induit une hausse de 9,6% du nombre de passagers qui s'est établi à 175 932 personnes sur la période d'analyse.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Nombre de passagers	160 476	175 932	9,6%
Volume global des marchandises (en T)	3 104 572	3 573 136	15,1%
Grumes	262 386	242 776	-7,5%
Bois débités	22 159	25 009	12,9%
Manganèse	2 593 991	3 074 576	18,5%
Produits pétroliers	50 048	39 002	-22,1%
Autres marchandises	175 988	191 773	9,0%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	32 843	36 134	10,0%

Source: SETRAG

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires généré par le transport des marchandises et des personnes a atteint 36,1 milliards de FCFA, en hausse de 10% par rapport à celui enregistré à la même période un an plus tôt.

II.13 LES TELECOMMUNICATIONS

La branche des télécommunications a été marquée par des résultats contrastés. En effet, suite à l'opération d'identification des clients, imposée par le régulateur aux opérateurs de téléphonie mobile, le nombre d'abonnés au GSM s'est contracté de 0,9% pour s'établir à 2,9 millions d'abonnés actifs. De même, le nombre d'abonnés au téléphone filaire a baissé de 2,6% à 18 600 abonnés. Par contre, la croissance du parc Internet Mobile reste très importante avec une évolution de 14,5% à fin septembre 2015, favorisée par le lancement des services 3G/4G.

La baisse continue des prix ainsi que celle du nombre d'abonnés ont pesé sur la croissance du chiffre d'affaires des télécommunications (+0,6%).

Evolution du nombre des abonnés

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	184,624	185,724	0,6%
Nombre d'abonnés au mobile (milliers)	2 942,7	2 915,4	-0,9%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe (milliers)	19,1	18,6	-2,6%
Nombre d'abonnés total au Téléphone	2 961,8	2 934,4	-0,9%
Nombre d'abonnés à l'Internet GSM (milliers)	565,9	647,9	14,5%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit (milliers)	11,0	10,4	-5,7%

Sources : Air tel Gabon, Gabon-Télécom, Moov Gabon et Azur Gabon

II.14 LE COMMERCE

II.14.1. Le commerce général structuré

A fin septembre 2015, l'activité du commerce général structuré s'est dépréciée suite à la faiblesse de la demande du marché domestique. Celle-ci est inhérente à la morosité dans certains grands secteurs de l'économie nationale, notamment le pétrole et les BTP, et à la faiblesse de la commande publique. Ainsi, le chiffre d'affaires de la branche a baissé de 3,7% pour s'établir à 287 milliards de FCFA.

Evolution du commerce général structuré

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	298	287	-3,7%

Source : Ceca-Gadis, San, Bernabe Gabon, Mbolo, Gabon Meca, Bati Plus, Nestlé

II.14.2. Le commerce des véhicules neufs

- *Véhicules utilitaires*

En raison de l'atonie du marché national de l'automobile liée aux faibles commandes publiques et privées, 3 011 véhicules neufs ont été vendus au cours des neuf premiers mois de 2015, soit une régression de 15,7% par rapport à la même période de 2014.

Evolution du commerce des véhicules utilitaires

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Nombre de véhicules vendus	3 570	3 011	-15,7%

Source : URAI

- **Véhicules industriels**

L'activité du commerce des véhicules industriels a connu un fléchissement de 26% à 14 milliards de FCFA de son chiffre d'affaires à fin septembre 2015, du fait de la contraction de la demande des secteurs de BTP et forestier.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	19	14	-26,3%

Sources : Tractaftric Equipement, Tractaftric Motors

II.14.3. Le commerce des produits pétroliers

Les ventes des produits pétroliers cumulées à fin septembre 2015 se sont chiffrées à 521 911 tonnes métriques, soit un recul de 10,5% par rapport à la même période en 2014. Cette évolution provient des pénuries de carburants observées en début d'année, suite à la grève de l'ONEP, et de la baisse de la consommation de gasoil et de supercarburant.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Volumes vendus (en tonnes métriques)	583 296	521 911	-10,5%
<i>dont Gasoil</i>	428 838	368 411	-14,1%
<i>Supercarburant</i>	60 718	60 239	-0,8%
<i>Kérosène</i>	37 327	37 707	1,0%

Source: GPP

II.14.4. Le commerce des produits pharmaceutiques

Le commerce des produits pharmaceutiques a affiché un chiffre d'affaires stable à 44 milliards de FCFA, suite à la fermeté de la demande. Celle-ci est liée à l'amélioration des circuits de distribution des médicaments et à la fin de la grève dans les structures hospitalières publiques.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	44	44	0,0%

Sources : Ubipharma-Gabon, Pharmagabon

II.15. LES SERVICES

II.15.1. Les services rendus aux entreprises

Le chiffre d'affaires des services rendus aux entreprises a régressé de 8% pour s'établir à 29,6 milliards de FCFA, en raison de la contraction de la demande en audit et conseil.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	32 179	29 589	-8,0%

Sources: Price Water House Coopers, Price Water House Coopers Tax & legal, Bureau Veritas Gabon, G.B.M, Sovog, Déloitte & Touche, Ernst & Young, SGS, Gesparc Gie, CFAO Technologies, Gabon Propre Service.

II.15.2. Les services rendus aux particuliers

Les services rendus aux particuliers ont enregistré des contre-performances durant les neuf premiers mois de 2015 comparativement à la même période de l'année précédente. En effet, le chiffre d'affaires de la branche a chuté de 19,5% pour s'établir à 20,3 milliards de FCFA, sous l'effet de l'atonie de l'activité dans la plupart des secteurs.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	25 287	20 347	-19,5%

Sources: PMUG, SGJI, SGCL, Gabon Contacts, Franstel Service Plus, Casep-Ga, Gabo-Sep, Médical Optique, SOGEHO, Cabinet de Groupe de Médecins.

II.15.3. Les services immobiliers

Les services immobiliers ont affiché un fléchissement de leur activité au 30 septembre 2015, en raison de la faiblesse des transactions locatives, renforcée par le non-renouvellement du stock immobilier de certaines agences.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	10 609	8 957	-15,6%

Sources: SNI, Agence immobilière Alliance, Agence Immobilière de Libreville, AICI, Agences N°1.

II.15.4. Les services de réparation mécanique

L'activité de réparation mécanique a fléchi au cours des neuf premiers mois de l'année suite au resserrement des commandes en pièces détachées d'origine et à la concurrence exercée par le secteur informel.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	15 188	13 253	-12,7%

Sources : Gabon Sprint Auto, Bobinage Industriel Gabonais, Entreprise Commerciale et Industrielle du Gabon, Pièces Equip'Auto.

II.16.L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME

Les contre-performances enregistrées par la branche hôtellerie et restauration sur les six premiers mois de l'année se sont confirmées à fin septembre 2015. Celles-ci s'expliquent par l'affaiblissement du flux touristique, lié au report de certains travaux d'exploration pétrolière, la fermeture de certaines structures hôtelières pour travaux de réhabilitation et la baisse des prestations de la restauration collective. Ainsi, le nombre de clients ayant séjourné dans les grands hôtels a régressé de 21,2%, induisant une perte de 10,8 points du taux d'occupation des chambres. En conséquence, le chiffre d'affaires consolidé de la branche a chuté de 29,2% pour se situer à 34,3 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité hôtelière

	Neuf premiers mois		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	48 506	34 330	-29,2%
Chambres occupées (en nombre)	99 911	78 769	-21,2%
Taux d'occupation (en %)	64,51	53,69	-10,82 pts
Prix Moyen/chambre (FCFA)	163 903	146 909	-10,4%

Sources : Rê-ndama, Okoumé P, Mandji Pog, Sodexo, MDO services, GSS Gabon

II. 17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

II.17.1 La situation du bilan

Au 30 septembre 2015, le total agrégé des bilans des banques s'est établi à 2323 milliards de FCFA, en recul de 3,5% par rapport à la même période en 2014. Cette situation s'explique principalement par la mise en veille des projets d'investissement du secteur privé qui a occasionné un ralentissement de l'octroi des crédits. Le secteur bancaire a souffert indirectement du retard du paiement de la dette intérieure par l'Etat.

II.17.2 Les opérations avec la clientèle

II.17.2.1.les ressources collectées

Les ressources collectées par le secteur bancaire ont enregistré une baisse de 10,3% par rapport à septembre 2014. Les ressources à vue (Comptes à vue et Comptes d'Epargne sur Livrets) se sont établies à 1192 milliards de FCFA soit 59,5% des dépôts collectés contre 63% douze mois plus tôt.

Les ressources à terme, constituées essentiellement des Comptes de dépôts à régime spécial (Bon de Caisse et Compte à terme), se sont établies à 712 milliards de FCFA, soit 35,5% du total des dépôts contre 32,6% à fin septembre 2014.

Evolution des ressources par type de comptes (en millions de FCFA)

Types de comptes	30/09/2013	30/09/2014	30/09/2015	2015/2014
Comptes à vue	1 299 493	1 329 329	1 192 228	-10,31%
Compte à terme	729 419	668 047	692 762	3,70%
Comptes de dépôts à régime spécial	18 954	19 068	18 947	0,63%
Autres comptes	74 412	84 454	92 710	9,78%
Dettes rattachées	8 610	8 967	7 966	-11,16%
TOTAL DES DEPOTS	2 130 888	2 109 865	2 004 613	-4,99%

Sources : Banques/COBAC / DGEFP

Les dépôts publics se sont élevés à 284 milliards de FCFA, soit 14,2% du total des dépôts contre 13,5% en septembre 2014.

Les dépôts des entreprises publiques se sont accrus de 19,3% comparés à la situation de septembre 2014. Ils se sont chiffrés à 61 milliards de FCFA, soit 3,1% des dépôts collectés sur la même période. Les dépôts du secteur privé ont représenté 75,9% du total des dépôts effectués sur la période considérée. Ils se sont établis à 1522 milliards de FCFA soit un repli de 6,9% en glissement annuel.

Evolution des dépôts par type de déposants (en millions de FCFA)

Dépôts de la clientèle	3/09/2013	30/09/2014	30/09/2015	2015/2014
Dépôts publics	238 925	285 435	284 108	-0,48%
Dépôts des entreprises publiques	56 496	51 505	68 869	19,26%
Dépôts privés	1 711 076	1 634 603	1 577 832	-6,89%
dépôts des non résidents	41 368	44 903	42 525	-18,61%
dépôts non ventilés	83 022	93 421	107 208	7,77%
TOTAL DES DEPOTS	2 130 888	2 109 865	2 090 544	-4,99%

Sources : Banques/COBAC / DGEFP

II.17.2.2 Les crédits distribués

L'ensemble des crédits bruts distribués est en recul de 10,38% par rapport au niveau atteint à la même période de l'année 2014. Ils se sont chiffrés à 1541 milliards de FCFA contre 1720 milliards de FCFA en septembre 2014.

Les crédits aux administrations publiques ont enregistré une hausse de 30,81% par rapport à septembre 2014, se situant à 403 milliards de FCFA contre 307 milliards de FCFA en 2014.

Les crédits aux entreprises publiques ont chuté de 60,8% à 44 milliards de FCFA en septembre 2015. Les crédits octroyés au secteur privé se sont élevés à 1036 milliards de FCFA, soit 67,30% du total des crédits bruts distribués contre 72,30% en septembre 2014.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en millions de FCFA)

Crédits distribués	30/09/2013	30/09/2014	30/09/2015	2015/2014
Crédits à l'Etat	288 229	307 955	402 861	30,81%
crédits aux entreprises publiques	81 284	112 377	44 014	-60,83%
Crédits au secteur privé	1 172 880	1 243 724	1 036 816	-16,63%
Crédits au non résidents	47 354	41 270	48 703	18,01%
Autres créances	31 829	14 719	9032	-38,63%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 621 576	1 720 045	1 541 427	-10,38%

Sources : Banques/COBAC / DGEFP

II. 18 LES ACTIVITES DE MICROFINANCE

L'activité des établissements de microfinance (EMF) a enregistré des performances appréciables au cours des neuf premiers mois de 2015.

II.18.1 la configuration du secteur

Au 30 septembre 2015, l'offre de services financiers de proximité est assurée par 12 EMF (contre 9 en septembre 2014) dont quatre (4) de première catégorie et huit (8) de deuxième catégorie. Cette répartition consacre la prédominance des sociétés anonymes (structures de deuxième catégorie) dans le secteur.

Structure du secteur

Indicateurs	septembre 2014	septembre 2015	Variation en %
Nombre d'EMF	9	12	33
Nombre d'agences	54	58	7

Sources : EMF/Cellule Microfinance

II.18-2 La couverture géographique et la clientèle des EMF

Le nombre d'agences et points de vente a suivi la même tendance haussière (+7%). Cela traduit la volonté des EMF à offrir un service de proximité. Les activités sont majoritairement concentrées à Libreville (47 agences), Port gentil (4), Franceville (4) et Oyem (3)

Evolution des usagers et des effectifs

	Septembre 2014	Septembre 2015	Variation en %
Usagers	98300	124978	27,13
Effectifs	410	524	27,80

Source : EMF/Cellule Microfinance

Grâce aux efforts d'élargissement de la couverture géographique, le nombre de bénéficiaires des services des EMF a enregistré une hausse de 27,1%, passant de 98 300 clients en septembre 2014 à 124 978 en septembre 2015.

Les effectifs employés par le secteur ont évolué considérablement. Ainsi, de 410 agents en 2014, le nombre a augmenté de 27,80% pour atteindre 524 salariés en septembre 2015.

II.18.3. Capitaux propres et intermédiation financière

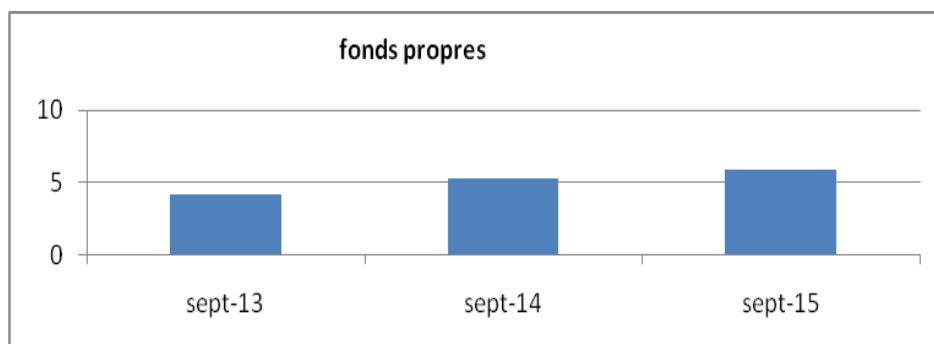
Evolution des ressources et des emplois en milliards de fcfa

	Septembre 2014	Septembre 2015	Variation en %
Fonds propres	5,30	5,82	9
Encours de dépôts	32,8	35,43	8,02
Dépôts à vue	24,60	26,56	7,97
Encours de crédits	21,10	23,40	10

Source : EMF/Cellule Microfinance

Les fonds propres

Evolution des fonds propres

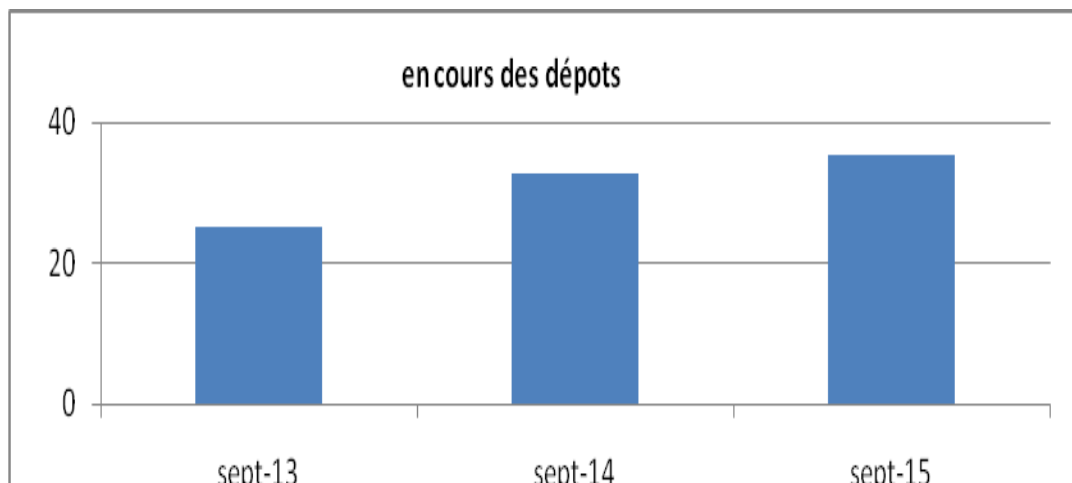


Les fonds propres de l'ensemble des établissements de microfinance se sont situés à 5,82 milliards de FCFA au 30 septembre 2015 contre 5,3 milliards de F CFA en 2014, soit une hausse de 9%. Cette évolution reflète la dynamique du secteur et la constitution par plusieurs sociétés anonymes d'une réserve de sécurité.

Les activités d'intermédiation financière

La croissance des dépôts et des crédits se confirme.

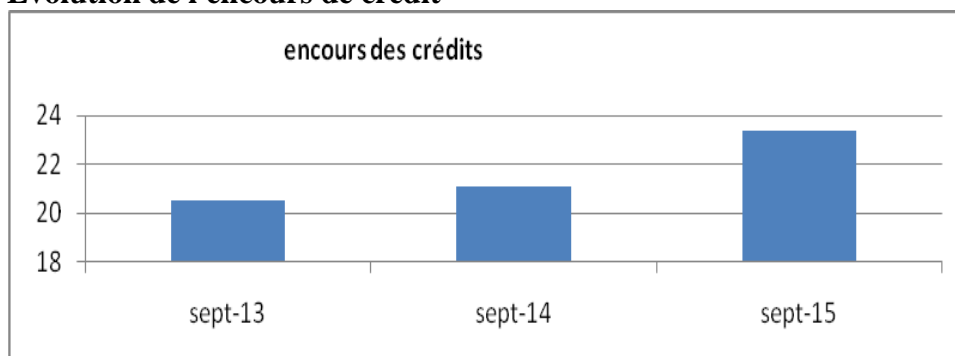
Evolution de l'épargne brute



L'analyse des indicateurs du secteur fait ressortir un accroissement de 8% de l'épargne du fait d'une évolution positive de la propension à épargner des usagers.

L'épargne totale récoltée par le secteur durant la période sus revue est constituée à 75% par les dépôts à vue et à 25% par les dépôts à terme (contre 80 et 20% en septembre 2014).

Evolution de l'encours de crédit



Sources : BEAC

L'encours des crédits bruts s'est situé à 23,4 milliards de F CFA contre 21,1 milliards de F CFA en septembre 2014, soit une hausse de 10%, sous l'effet d'une demande croissante. Ces crédits ont financé la production des entreprises (PME) et la consommation des ménages

II.19 LE SECTEUR ASSURANCE

Le secteur assurance a été marqué par un tassement de son activité avec un chiffre d'affaires de 58,6 milliards de FCFA au troisième trimestre 2015 contre 59,3 milliards de FCFA à la même période en 2014, soit un recul de 4,6%. Cette évolution traduit les contre-performances des branches Non vie et vie.

Evolution du Chiffre d'affaires du secteur Assurance aux 3èmes trimestres 2014 et 2015

en milliards de FCFA	T3-2014	T3-2015	Var %15/14	Répartition du C.A par branche en % 2015
Branche Non vie	48,97	48,06	-1,9	85
Branche Vie	10,39	8,54	-17,8	15
Total	59,36	58,60	-4,6	100

Source : Compagnies d'assurances

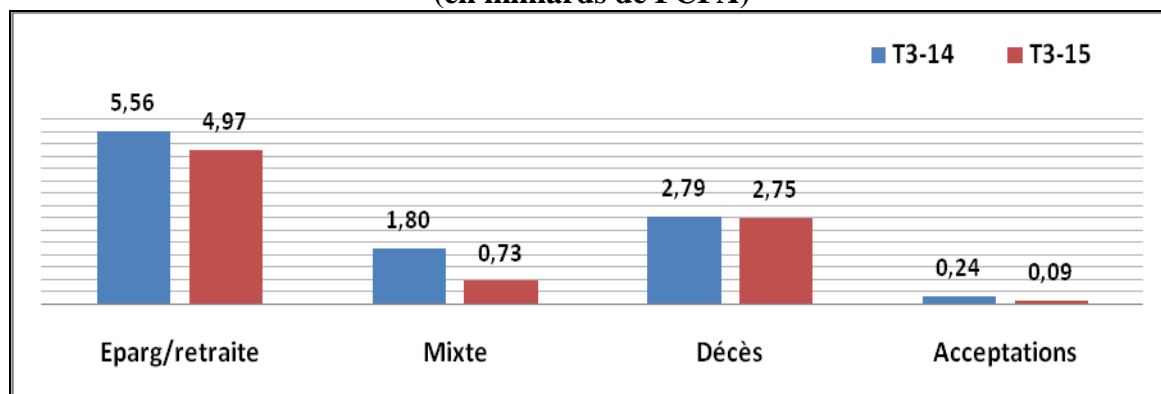
II.19.1.La Branche Non Vie

Elle représente 85% des émissions du secteur. Au troisième trimestre 2015, l'activité a enregistré une baisse de 1,9% à 48 milliards de FCFA par rapport à la même période en 2014.

II.19.2.La Branche Vie

L'assurance vie, en phase de développement, représente 15% du total des émissions du secteur. Le chiffre d'affaires de cette branche a fléchi de 17,8% à 8,5 milliards de FCFA au troisième trimestre 2015 contre 10,3 milliards de FCFA à la même période en 2014. Cette évolution est imputable à la baisse des nouveaux contrats, notamment ceux de l'Epargne/retraite (-10,6% à 4,9 milliards) et Décès (-1,4% à 2,7 milliards).

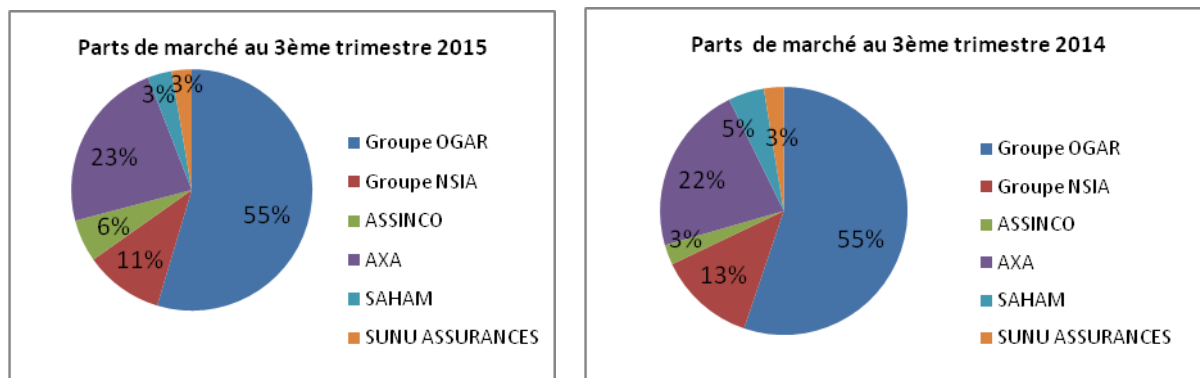
Evolution du Chiffre d'affaires de la branche Vie aux 3ème Trimestres 2014 et 2015 (en milliards de FCFA)



Source : Compagnies d'assurances

La Répartition des parts de marché par compagnie

L'essentiel des primes est détenu par le groupe OGAR, leader du marché avec 55% de l'encours des primes du secteur, suivi de la compagnie AXA (22%) et du groupe NSIA (13%). Leur part de marché représente 90% du chiffre d'affaires global.



Source : Compagnies d'assurances

II.19.3. Les Sinistres réglés

Au titre des indemnités de sinistres, les entreprises d'assurances ont distribué un montant total de 16,63 milliards de FCFA au troisième trimestre 2015 contre 13,05 milliards à fin septembre 2014, soit une augmentation de 27%.

En assurance Non vie, le coût du paiement des sinistres a progressé de 19% pour se situer à 12,54 milliards de FCFA. De même, en assurance Vie, la valeur des sinistres payés a presque doublé, atteignant 4,08 milliards de FCFA, soit une hausse exponentielle de 62%.

Les Commissions Versées

Le total des commissions versées aux intermédiaires a atteint 5,56 milliards de FCFA au troisième trimestre 2015 contre 6,16 milliards à fin septembre 2014, soit un repli de 9,7%.

En assurance Non Vie, les commissions versées ont reculé de 10,1% pour se situer à 5,41 milliards de FCFA au troisième trimestre 2015. En revanche, en assurance Vie, les commissions versées ont progressé de 7,1% à 150 millions de FCFA à la même période en 2014.

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES A FIN SEPTEMBRE 2015

III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION

A l'échelle mondiale, l'inflation a été plus faible en glissement annuel, autour de 2,5% d'après le FMI. Sur le plan national, les prix ont baissé de 1,02% en septembre 2015 contre une hausse de 5,8% en septembre 2014.

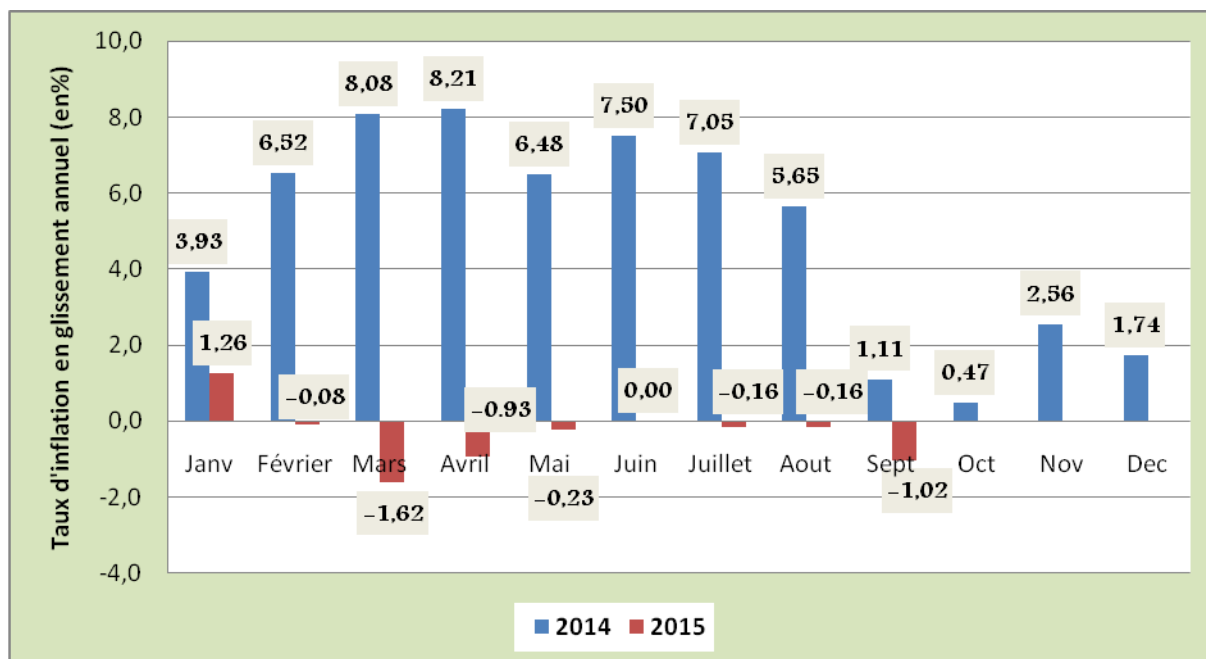
Sur les neuf premiers mois de l'année 2015, l'inflation mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), a reculé de 0,2% contre une hausse de 6% sur la même période en 2014. Cette situation s'explique par le fléchissement des prix relatifs à la « santé » (-16,5%), aux « communications » (-13,3%) et au « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (-9,7%).

En effet, la baisse des prix de la santé s'explique par celle du sous-groupe appareils et matériels thérapeutiques. Le recul des prix des communications tient aux effets des campagnes de promotion opérées par les compagnies de téléphonie. Le poste « logement » a connu une baisse des prix en liaison avec celle des services concernant l'entretien et les réparations des logements.

Regroupements	Pond	Janvier-Septembre					Glissement (%)
		2013	2014	2015	Moyenne (%)		
					2014	2015	
INDICE GLOBAL	10000	120,7	127,9	127,6	6,0	-0,2	-1,0
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3291	131,7	136,0	139,4	3,3	2,5	4,0
<i>Pains et céréales</i>	673	123,6	125,1	126,0	1,2	0,7	2,7
<i>Viandes</i>	720	122,5	128,4	136,5	4,9	6,3	2,8
<i>Poissons et fruits de mer</i>	446	161,0	182,3	183,1	13,2	0,4	4,2
<i>Lait, fromage et œufs</i>	243	120,5	121,9	126,4	1,2	3,7	0,8
<i>Huiles et graisses</i>	183	133,3	134,6	137,0	1,0	1,7	16,9
<i>Légumes et tubercules</i>	534	144,4	146,4	151,5	1,4	3,5	5,6
Boissons alcoolisées et tabac	185	116,7	117,7	118,1	0,8	0,3	2,5
Articles d'habillement et chaussures	794	104,8	113,5	136,8	8,2	20,6	6,2
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	127,4	140,9	127,2	10,6	-9,7	-11,9
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	103,9	119,2	117,2	14,7	-1,7	1,0
Santé	357	122,2	122,2	102,1	0,0	-16,5	-8,2
Transports	990	119,4	127,3	128,0	6,7	0,5	4,3
Communications	355	101,2	102,5	88,9	1,3	-13,3	-41,2
Loisirs et cultures	503	101,0	106,3	118,4	5,3	11,3	12,3
Enseignement	170	102,4	110,5	106,6	7,9	-3,5	-0,4
Restaurants et hôtels	466	120,0	124,5	125,1	3,7	0,5	2,8
Biens et services divers	275	97,3	99,2	107,2	1,9	8,1	4,0

Sources : DGSEE

En revanche, la baisse des prix a été atténuée par la progression des prix des fonctions « *articles d'habillement et chaussures* » (+20,6%), « *loisirs et cultures* » (+11,3%), « *biens et services divers* » (+8,1%) et « *produits alimentaires et boissons non alcoolisées* » (+2,5%). L'évolution des prix des produits alimentaires a été influencée par la hausse des prix sur la viande, les légumes et les tubercules, en particulier.



Sources : DGSEE, DGEFF

En fin d'année, l'inflation est projetée à 1,5%, en dessous de la norme communautaire de convergence multilatérale en zone CEMAC ($\leq 3\%$).

III.2 L'EMPLOI ET LES SALAIRES

III.2.1. L'emploi dans le secteur public

A fin septembre 2015, l'administration publique a enregistré une hausse de 6,7% pour se situer à 102 562 agents, suite aux recrutements dans la fonction publique (+6,6%). Cette tendance est également observée pour les agents de la Main d'Œuvre Non Permanente (+7,7%) comparativement à la même période en 2014.

Evolution de l'emploi public à fin septembre 2015

Effectifs du public	sept-14	sept-15	Var 15/14
Fonction publique	81 803	87 164	6,6%
MONP	14 300	15 398	7,7%
Libreville	5 651	7 070	25,1%
Intérieur	8 649	8 328	-3,7%
Total*	96 103	102 562	6,7%

Source: DGB, *Sans collectivités locales

L'emploi public comprend les employés de la fonction publique et les agents de la main d'œuvre non permanente et ceux des collectivités locales.

Au terme des neuf (9) premiers mois de 2015, les proportions de ces différentes catégories d'agents sont restées les mêmes qu'à fin septembre 2014, avec une forte représentation des effectifs de la fonction publique.

Par département, les effectifs de la fonction publique ont progressé de 6,6% à 87 164 agents à fin septembre 2015. Cette variation provient essentiellement de l'augmentation des effectifs observée dans certaines administrations, notamment les Administrations économique (18,9%), de l'éducation (13,8%) et générale (5,1%).

En revanche, d'autres départements ont connu une baisse de leurs effectifs, notamment l'administration des Transports (-2,8%) et les « Autres administrations » (-27,1%).

Evolution des effectifs de l'Administration centrale par département

Départements	sept-14	sept-15	Var. 15/14
Pouvoir public	24 948	24 989	0,2%
Administration Générale	11 302	11 875	5,1%
Administration Economique	6 839	8 133	18,9%
Administration Développement	4 010	4 107	2,4%
Administration, des Transports	1 306	1 270	-2,8%
Administration, de l'Education	21 937	24 963	13,8%
Administration, Sociale	11 413	11 792	3,3%
Autres Administrations	48	35	-27,1%
TOTAL	81 803	87 164	6,6%

Sources: DGBFIP, ANINF

III.2.2 Les salaires

A fin septembre 2015, la masse salariale du secteur public a augmenté de 6,3% à 525,8 milliards de F CFA. Cette croissance résulte de l'augmentation de la solde permanente (6,2%) malgré la contraction dans la main d'œuvre non permanente(MONP).

Evolution de la masse salariale à fin septembre 2015

En milliards de FCFA	sept-14	sept-15	Var 15/14
Traitement et salaire	494,6	525,8	6,3%
Solde permanente	384,7	408,5	6,2%
MONP	52,2	42,6	-18,5%
PIP	57,7	74,8	29,5%

Source : ANINF, BUDGET

En effet, la masse salariale de la solde permanente a augmenté de 6,2% atteignant 408,5 milliards de F CFA à fin septembre 2015. Cette progression s'explique essentiellement par l'augmentation des salaires suite à la mise en place du nouveau système de rémunération et par les régularisations des situations administratives.

La masse salariale de la fonction publique a progressé dans l'ensemble de ses administrations sous l'effet de la hausse des salaires et des effectifs.

III.3 LE COMMERCE EXTERIEUR

Au terme des neuf (9) premiers mois de l'année 2015, la structure des échanges du Gabon avec le reste du monde est demeurée identique à celle de 2014. Les exportations gabonaises ont essentiellement été dominées par les ressources naturelles (le pétrole brut a représenté 81,3% des ventes), tandis que les importations ont surtout été constituées de biens d'équipement (41,7%) et de biens intermédiaires (31%).

A fin septembre 2015, les exportations ont reculé de 27,7%, suite à la baisse des prix du baril de pétrole observée sur la période par rapport à 2014. Ce repli des exportations, combiné à la légère hausse des importations (+0,9%), s'est traduit par la contraction de l'excédent du solde de la balance commerciale.

Evolution du commerce extérieur à fin septembre 2015

En milliards de FCFA	A fin septembre			Var14/13	Var15/14
	2013	2014	2015		
Exportation FOB	3 577,6	3 329,2	2 406,1	-6,9%	-27,7%
Importation CAF	1 336,1	1 319,8	1 331,3	-1,2%	0,9%
Solde commercial	2 241,5	2 009,4	1 074,8	-10,4%	-46,5%
Taux de couverture (%)	268%	252%	181%	-	-

Source : Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

III 3.1. L'évolution des exportations en valeur

Évaluées à 3 329,2 milliards de F.CFA à fin septembre 2014, les exportations en valeur cumulées ont chuté de 27,7% pour s'établir à 2 406,1 milliards de F.CFA à fin septembre 2015. Cette évolution est liée au repli des ventes de pétrole brut (-31,7%) et de produits dérivés du pétrole (-61,9%), dans un contexte économique caractérisé par la chute des cours du pétrole et le ralentissement de la croissance mondiale.

Néanmoins, trois produits ont enregistré une hausse des ventes: le manganèse (+ 4,9%), le bois scié (+16,3%) et le tabac. Les ventes de ces trois produits ont réduit les effets du net recul de la valeur des exportations de pétrole.

Evolution des exportations en valeur à fin septembre 2015

En milliards de FCFA	A fin septembre			Poids			Var 15/14
	2013	2014	2015	2013	2014	2015	
Pétrole brut	3 099,4	2 864,4	1 956,8	86,6%	86,0%	81,3%	-31,7%
Produits dérivés du pétrole	106,5	167,4	63,8	3,0%	5,0%	2,7%	-61,9%
Manganèse	64,0	57,3	60,1	1,8%	1,7%	2,5%	4,9%
Bois sciés et ouvrages	116,7	143,0	166,3	3,3%	4,3%	6,9%	16,3%
Caoutchoucs naturels	25,2	13,4	11,3	0,7%	0,4%	0,5%	-15,7%
Bières	0,2	0,2	0,1	0,0%	0,0%	0,0%	-50,0%
Ciments	2,6	1,9	1,1	0,1%	0,1%	0,0%	-42,1%
Or sous forme brute	16,9	8,6	0,2	0,5%	0,3%	0,0%	-97,7%
Poissons et produits de la pêche	0,9	1,2	1,1	0,0%	0,0%	0,0%	-8,3%
Tabacs	3,5	0,1	0,2	0,1%	0,0%	0,0%	100,0%
Autres	141,7	71,6	145,2	4,0%	2,2%	6,0%	102,8%
Exportations totales	3 577,6	3 329,2	2 406,1	100,0%	100,0%	100,0%	-27,7%

Source : Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

III.3.2 L'évolution des importations en valeur

Les importations ont légèrement progressé de 0,9% pour se situer à 1 331,3 milliards de F.CFA. Cette situation est liée à l'augmentation des commandes de biens d'équipement (+5,6%, soit 29,5 milliards de F.CFA) et aux achats de biens de consommation finale (+1,7%, à 5,9 milliards de F.CFA).

Evolution des importations en valeur à fin septembre 2015

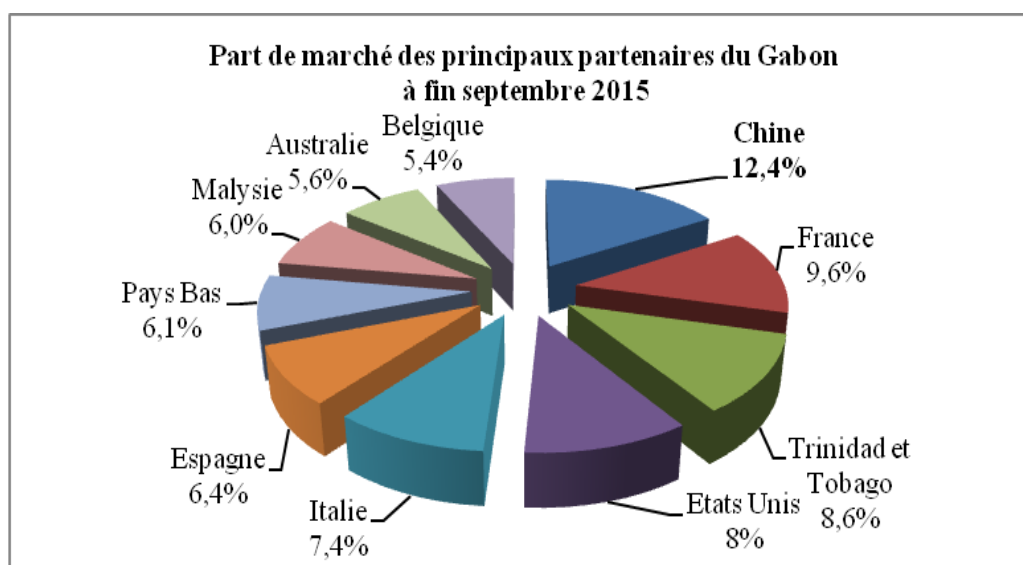
En milliards de FCFA	A fin septembre 2015			Var 14/13	Var 15/14
	2013	2014	2015		
Biens de consommation finale	376,0	356,9	362,9	-5,1%	1,7%
<i>dont produits alimentaires</i>	243,7	232,7	245,2	-4,5%	5,4%
<i>et boissons</i>	18,3	18,2	15,4	-0,7%	-15,1%
Equipement	609,1	526,2	555,8	-13,6%	5,6%
Consommation intermédiaire	351,1	436,7	412,6	24,4%	-5,5%
<i>dont Energie</i>	30,6	108,0	127,6	252,8%	18,1%
Importations totales	1 336,2	1 319,8	1 331,3	-1,2%	0,9%

Source : Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

L'évolution de la demande de biens de consommation finale est liée à la hausse des commandes de produits alimentaires (+5,4%). La hausse des importations de biens d'équipement s'explique par l'augmentation des achats du matériel destiné à la navigation fluviale, dont la facture a été multipliée par sept pour se chiffrer à 89,1 milliards de F.CFA, ainsi que de meubles et de mobiliers médico-chirurgical (+31,4%).

III.3.3. Le partenariat économique à fin septembre 2015

L'analyse de l'évolution du commerce extérieur du Gabon montre que la Chine demeure son premier partenaire à fin septembre 2015 avec un volume d'échanges estimé à 462 milliards de F.CFA. Elle est suivie de la France (356,9 milliards de F.CFA), de Trinidad et Tobago (321,6 milliards de F.CFA) et des Etats-Unis (298,4 milliards de F.CFA).



III.3.3.1. Les principaux fournisseurs

Par pays

A fin septembre 2015, les importations gabonaises en provenance des dix (10) premiers fournisseurs (73,9% des importations gabonaises) ont progressé de 5,3% à 984 milliards de F.CFA.

En dépit d'une baisse de ses exportations vers le Gabon (-7,5% par rapport à 2014), la France reste de loin le premier fournisseur du pays avec 23,8% des importations totales. Le recul des exportations françaises vers le Gabon provient du retrait des ventes de ses principaux produits, à savoir : les machines et appareils électriques et mécaniques (-12,6%), les produits pharmaceutiques (-8%), les ouvrages en fonte fer ou acier (-5,8%) et les céréales et préparations à base de céréales (-3,7%).

Par ordre d'importance, la France est suivie des Etats-Unis (13,6%) dont les exportations à destination du Gabon ont plus que doublé (+149,4% par rapport à 2014), en raison principalement de l'augmentation de 72 milliards de F CFA de ses ventes de matériel de navigation fluviale et maritime. La Belgique (12,6%) et la Chine (7,6%) occupent respectivement la troisième et la quatrième position.

Evolution des achats gabonais par principaux pays à fin septembre 2015

En milliards de FCFA	A fin septembre 2015			Poids en 2015	Var. 15/14
	2013	2014	2015		
France	403,1	343,0	317,3	23,8%	-7,5%
Etats Unis	79,9	72,8	181,4	13,6%	149,4%
Belgique	225,2	207,2	167,1	12,6%	-19,3%
Chine	123,5	126,7	100,8	7,6%	-20,5%
Togo	2,7	52,3	52,1	3,9%	-0,4%
Pays Bas	29,2	32,5	43,0	3,2%	32,5%
Cameroun	14,8	15,6	37,2	2,8%	138,0%
Allemagne	19,6	23,9	31,1	2,3%	30,4%
Italie	39,1	41,9	28,9	2,2%	-31,1%
Thaïlande	21,7	18,2	25,0	1,9%	37,2%
Importations des 10 premiers fournisseurs	958,8	934,0	984,0	73,9%	5,3%
Autres	377,3	385,8	347,3	26,1%	-10,0%
Importations globales	1 336,1	1 319,8	1 331,3	100,0%	0,9%
Poids des 10 premiers fournisseurs	71,8%	70,8%	73,9%		

Source : DGDDI

Enfin, le Togo figure parmi les 10 principaux fournisseurs du Gabon. En effet, la présence de ce pays dans le classement est consécutive aux commandes par le Gabon de gasoil et de super carburant en provenance de ce marché, en vue de satisfaire notamment la demande locale en produits pétroliers.

Par continent

L'Europe demeure le principal fournisseur du Gabon avec 50,5% des parts de marchés à fin septembre 2015 et ce, malgré une baisse de 11,1%. Elle est suivie de l'Amérique (17,5%), de l'Asie (17,2%) et de l'Afrique (14,6%).

Le continent américain a enregistré une variation de 93% de ses exportations à destination du marché gabonais sur les neuf (9) premiers mois de l'année 2015. Cette évolution est consécutive à une augmentation de 72,1 milliards des commandes de matériel de navigation maritime et fluviale.

Evolution des achats gabonais à fin septembre 2015 par continent

En milliards de FCFA	Valeurs à fin septembre 2015			Poids			Var 15/14
	2013	2014	2015	2013	2014	2015	
AFRIQUE	105,1	182,0	194,3	7,9%	13,8%	14,6%	6,7%
<i>dont CEMAC</i>	28,9	30,4	50,1	2,2%	2,3%	3,8%	64,6%
AMERIQUE	125,0	120,6	232,7	9,4%	9,1%	17,5%	93,0%
ASIE	254,6	258,0	228,7	19,1%	19,5%	17,2%	-11,4%
EUROPE	849,3	756,2	672,5	63,6%	57,3%	50,5%	-11,1%
<i>dont U.E.</i>	805,0	728,6	651,7	60,2%	55,2%	49,0%	-10,6%
OCEANIE	2,0	3,0	3,1	0,2%	0,2%	0,2%	3,0%
Total Importations	1 336,1	1 319,8	1 331,3	100,0%	100,0%	100,0%	0,9%

Source : DGDDI

III.3.3.2. Les principaux clients

Par pays

Sur les neuf (9) premiers mois de 2015, les exportations du Gabon à destination des dix (10) principaux clients ont représenté 86,8% des ventes totales, passant de 2 020,3 milliards de F.CFA en 2014 à 2 089,3 milliards de F.CFA.

La Chine, qui a absorbé 15,0% des ventes gabonaises, a occupé la première place en dépit de la baisse de ses achats (-12,5% par rapport à 2014), suite à une diminution de 69,8 milliards de FCFA de ses approvisionnements en pétrole brut. Dans ce classement, la Chine a devancé Trinidad et Tobago (13,4% des parts), l'Italie (10,3% des parts) et l'Espagne (9,2% des parts).

Evolution des exportations gabonaises par pays à fin septembre 2015

En milliards de F.CFA	A fin Septembre			Poids en 2015	Var. 15/14
	2013	2014	2015		
Chine	227,7	412,8	361,2	15,0%	-12,5%
Trinidad et Tobago	342,2	420,4	321,6	13,4%	-23,5%
Italie	94,2	124,7	247,9	10,3%	98,9%
Espagne	302,0	157,0	221,2	9,2%	40,9%
Malaisie	465,6	170,7	213,9	8,9%	25,3%
Australie	468,2	281,5	207,3	8,6%	-26,4%
Pays Bas	66,5	47,8	184,8	7,7%	286,3%
Corée du Nord	39,7	36,5	174,9	7,3%	379,4%
Etats Unis	316,2	298,9	116,9	4,9%	-60,9%
France	179,4	70,0	39,6	1,6%	-43,4%
Exportations des 10 premiers clients	2 501,7	2 020,3	2 089,3	86,8%	3,4%
Autres	1 075,9	1 309,0	316,8	13,2%	-75,8%
Exportations globales	3 577,6	3 329,2	2 406,1	100,0%	-27,7%
Poids des 10 premiers clients	69,9%	60,7%	86,8%		

Source : DGDDI

Par Continent

Les continents asiatique et européen sont les principales destinations des produits gabonais, avec respectivement 36,1% et 33,7% des parts de marché. Par contre l'Afrique et l'Océanie ont enregistré respectivement une réduction de leurs importations de 56,3% et 26,3%.

Evolution des exportations gabonaises à fin septembre 2015 par continent

En milliards de F.CFA	Valeurs à fin septembre 2015			Poids			Var 15/14
	2013	2014	2015	2013	2014	2015	
AFRIQUE	178,0	121,6	53,2	5,0%	3,7%	2,2%	-56,3%
<i>Dont CEMAC</i>	94,0	35,2	18,3	2,6%	1,1%	0,8%	-47,9%
AMERIQUE	692,7	721,8	465,0	19,4%	21,7%	19,3%	-35,6%
ASIE	1 416,1	1 510,5	868,3	39,6%	45,4%	36,1%	-42,5%
EUROPE	822,2	693,7	812,1	23,0%	20,8%	33,7%	17,1%
<i>Dont U.E.</i>	803,0	672,1	802,2	22,4%	20,2%	33,3%	19,4%
OCEANIE	468,7	281,7	207,6	13,1%	8,5%	8,6%	-26,3%
Total Exportations	3 577,6	3 329,2	2 406,1	100,0%	100,0%	100,0%	-27,7%

Source : DGDDI

III.4 LA DETTE PUBLIQUE

A fin septembre 2015 on note une nette progression des règlements de la dette et des financements extérieurs. Les règlements de la dette ont augmenté de 30,5%, et les tirages sur financements extérieurs ont plus que doublé (+141,5%) par rapport à la situation de fin septembre 2014.

III.4.1. L'évolution du règlement

Les règlements de la dette publique se sont situés à 298,1 milliards de F CFA contre 229 milliards de F CFA à fin septembre 2014. Cette évolution est consécutive aussi bien à l'accroissement des règlements de la dette intérieure (+20,4%) qu'à la dette extérieure (+33,7%).

Le règlement de la dette extérieure (75,4% de la dette totale) a été consacré principalement au paiement de la dette envers le marché financier international (+19,2%) et la dette commerciale (+36,4%). Ainsi, la dette commerciale a progressé de 23,6%, la dette bilatérale de 25,6% et la dette sur le marché financier international de 110,3%.

Le paiement de la dette intérieure (+24,6%) a été beaucoup plus important dans le secteur bancaire (61,2% du total de la dette intérieure). L'augmentation de 20,4% de la dette intérieure résulte essentiellement de la mobilisation de 44,9 milliards de F CFA pour honorer les engagements envers les banques.

Evolution du règlement de la dette à fin septembre 2015

(En milliards de F.CFA)	A fin Septembre		Variations (%)	Poids en 2015
	2014	2015		
Dette extérieure	168,1	224,8	33,7%	75,4%
Multilatérale	27,8	27,3	-1,8%	9,2%
Bilatérale	25,4	31,9	25,6%	10,7%
Commerciale	87,7	108,4	23,6%	36,4%
Marché financier International	27,2	57,2	110,3%	19,2%
Dette intérieure	60,9	73,3	20,4%	24,6%
Bancaire	10,3	44,9	335,9%	15,1%
Moratoires	4,2	10,8	157,1%	3,6%
Divers	1,3	17,6	1253,8%	5,9%
Marché financier Régional	45,1		-100,0%	0,0%
Total	229	298,1	30,2%	100,0%

Source : Direction Générale de la Dette

III.4.2. L'évolution des tirages sur financements extérieurs et intérieurs

Prévus à 643,2 milliards de F CFA dans la loi de finances rectificative 2015, les financements (extérieurs et intérieurs) ont été exécutés à hauteur de 58,9%, soit 379,1 milliards de F CFA sur les neuf premiers mois de l'année 2015.

A fin septembre 2015, les décaissements sur emprunts extérieurs (y compris marché financier international) se sont élevés à 366,6 milliards de F CFA, soit une progression de 180,3% par rapport à 2014. En revanche, les financements intérieurs sont en repli de 52,1% à 12,5 milliards de F CFA.

L'accroissement des financements extérieurs provient de la levée de fonds de 296,3 milliards de F CFA sur le marché financier international, en dépit de la baisse des autres financements (multilatéraux, bilatéraux et commerciaux).

Evolution des financements à fin septembre 2015

(en milliards de F.CFA)	A fin septembre		Variations en %
	2014	2015	
Extérieure	130,8	366,6	180,3%
Multilatéraux	31,3	1,8	-94,2%
BDEAC	7,9		
BAD	23,2		
BIRD	0,2	1,4	600,0%
FIDA		0,3	
BID		0,1	
Bilatéraux	52,2	42,9	-17,8%
<i>Club de Paris</i>	<i>14,6</i>	<i>26,6</i>	<i>82,2%</i>
France	14,6	26,6	82,2%
<i>Non Club de Paris</i>	<i>37,6</i>	<i>16,3</i>	<i>-56,6%</i>
Koweït	0,4	0,2	-50,0%
Chine	37,2	16,1	-56,7%
Commerciaux	47,3	25,6	-45,9%
Autriche	36,6	20	-45,4%
Espagne	4	5,6	40,0%
Etats-Unis			
France	6,7		
Marché financier international		296,3	
Intérieure	26,1	12,5	-52,1%
Marché financier régional	26,1	12,5	-52,1%
Total	156,9	379,1	141,6%

Source : Direction Générale de la Dette

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2015, 80,8% des financements extérieurs proviennent du marché financier international (296,3 milliards de F CFA), 11,7% auprès des bailleurs bilatéraux, 7,0% auprès des bailleurs commerciaux, et 0,5% auprès des bailleurs multilatéraux.

Les décaissements bilatéraux ont été effectués auprès de l'Agence Française de Développement, du Fonds Koweïtien et d'EximBank China. Les projets ayant bénéficié de ces financements sont :

- (1) le développement Agricole ;
- (2) l'assainissement de Port-Gentil ;
- (3) la reconstruction du pont d'Oloumi ;
- (4) la réhabilitation du tronçon de route Ndjolé-Medoumane ;
- (5) le transport d'énergie électrique ;
- (6) la route Port-Gentil/Omboué ;
- (7) l'aménagement des aéroports.

Les décaissements auprès des bailleurs de fonds commerciaux représentent 7% du total des décaissements à fin septembre 2015. Ces décaissements proviennent de la Société Générale et de la Deutsche BankUnicredit et ont été orientés vers trois (3) projets, à savoir :

- (1) le projet CHU Mère-enfant ;

- (2) le projet CHU de Libreville phase 2 ;
- (3) le projet Axe Routier PK 12-Bifoun.

Les décaissements auprès des bailleurs de fonds multilatéraux proviennent de la Banque Mondiale, du Fond International de Développement Agricole et de la Banque Islamique de Développement et sont orientés vers :

- (1) le projet Dorsale de communication ;
- (2) la promotion de l'investissement et de la compétitivité ;
- (3) le projet de développement Agricole Rural ;
- (4) le tronçon routier Akiéni-Okondja ;
- (5) les tronçons routiers Ovan-Makokou.

III.4.3. La situation du stock de la dette publique

Le stock de la dette publique du Gabon a augmenté de 24,6% à fin septembre 2015 et a atteint 3177,8 milliards de F CFA. Cette évolution s'explique par les hausses conjointes des dettes extérieure (25,2%) et intérieure (18,7%).

La hausse de la dette extérieure provient essentiellement du relèvement des emprunts envers le marché financier international (43,1%) et des emprunts bilatéraux (40,3%), en dépit de la contraction de la dette commerciale (-13,6%) sur la période.

L'évolution de la dette intérieure est expliquée par la forte hausse des emprunts sur le marché régional (+209,8%) malgré la baisse du moratoire (-46,1%), de la dette bancaire (-34,1%) et des divers (-12,7%).

Enfin, le portefeuille de la dette publique à fin septembre 2015 reste structurellement dominé par la dette extérieure (91,7%) dont plus de 43% provient des marchés financiers internationaux.

Evolution du stock de la dette à fin septembre 2015

(En milliards de FCFA)	A fin Septembre		Variations	Poids en 2015
	2014	2015		
Dette extérieure	2 327,6	2 913,0	25,2%	91,7%
Multilatérale	286,3	359,2	25,5%	11,3%
Bilatérale	532,04	746,4	40,3%	23,5%
Commerciale	620,6	535,9	-13,6%	16,9%
Marché financier International	888,6	1 271,5	43,1%	40,0%
Dette intérieure	223,0	264,8	18,7%	8,3%
Bancaire	67,5	44,5	-34,1%	1,4%
Moratoires	90,3	48,7	-46,1%	1,5%
Divers	13,63	11,9	-12,7%	0,4%
Marché financier Régional	51,55	159,7	209,8%	5,0%
Total	2 550,6	3 177,8	24,6%	100,0%

Source : Direction Générale de la Dette

III.5 LE BUDGET EXECUTE DE L'ETAT A FIN SEPTEMBRE 2015

III.5.1. Le solde d'exécution

L'exécution du budget au terme des neuf (9) premiers mois de l'année 2015, fait ressortir les soldes suivants :

- un excédent primaire de **143,8** milliards de FCFA, en baisse de **63,5%** comparativement à la même période en 2014. Ce déficit s'explique non seulement par la chute des recettes pétrolières due à la baisse du prix du baril de pétrole, mais aussi à la baisse des recettes hors pétrole,
- le solde base engagement, incluant la charge d'intérêt associée à la dette publique, enregistre un repli de **80,3%** pour s'établir à **37,5** milliards de FCFA.

Evolution des soldes

(En milliards de FCFA)	A fin septembre		Variations en %
	2014	2015	
Recettes pétrolières	695,8	554,7	-20,3
Recettes hors pétrole	993,7	801,1	-19,4
Recettes comptes spéciaux	39,9	68,1	70,8
Recettes totales	1729,4	1423,9	-17,7
Dépenses de fonctionnement	921,5	935,5	1,5
Dépenses d'investissement	404,8	274,3	-32,2
Prêts nets (yc prise de participation)	9,5	44,3	-
Fonds spéciaux (yc FER et Engagement EPP)	0,1	18,4	-
Protocoles transactionnels	-	7,7	-
Dépenses primaires totales	1335,9	1280,1	-4,2
Solde primaire	393,5	143,8	-63,5
Solde base engagement	190,2	37,5	-80,3

Sources : DGB, DGCPT

III.5.2. L'exécution des recettes

Le budget en recettes s'établit à 1423,9 milliards de FCFA à fin septembre 2015 contre un niveau de 1729,4 milliards de FCFA à la même période en 2014, soit une diminution de 17,7%. Cette évolution est imputable à la baisse des recettes pétrolières.

Les recettes pétrolières, qui représentent 39,0% des recettes totales, se sont établies à 554,7 milliards de FCFA à fin septembre 2015 contre 695,8 milliards de FCFA à la même période l'année précédente. Elles se détériorent de 20,3% suite au recul de l'ensemble de ses composantes, à l'exception des Transferts SOGARA qui ont augmenté de manière exponentielle.

Evolution des recettes pétrolières

(En milliards de FCFA)	A fin septembre		Variations en %
	2014	2015	
Impôts sur les sociétés	91,2	44,3	-51,4
Redevances Minières Proportionnelles	279,4	188,3	-32,6
Autres	325,2	261,1	-19,7
Transferts SOGARA	-	61,0	-
Total des recettes pétrolières	695,8	554,7	-20,3

Source : DGCPT

Aussi, les recettes hors pétrole ont-elles presque chuté dans la même proportion que celles pétrolières (-19,4% au 3^{ème} trimestre 2015), pour s'établir à 801,1 milliards de FCFA contre 993,7 milliards de FCFA à la même période en 2014. A l'exception des impôts directs, qui augmentent de 5,9%, les autres composantes des recettes non pétrolières ont vu leurs valeurs baisser ainsi qu'il suit: Droits de douanes (-3,3%), Taxes sur les biens et services (-53,8%) et les autres recettes (-33,6%). La baisse des taxes sur les biens et services s'explique par l'exonération de certains biens à l'importation, et la baisse de la quantité totale d'importations de certains biens.

Evolution des recettes hors pétrole

(En milliards de FCFA)	A fin septembre		Variation en %
	2014	2015	
Droits de douanes	269,7	260,8	-3,3
Taxes sur les biens et services	250,4	115,6	-53,8
dont TVA	195,4	65,5	-66,5
Impôts directs	279,3	295,8	5,9
Autres recettes	194,3	128,9	-33,6
Total des recettes hors pétrole	993,7	801,1	-19,4

Sources : DGCPT

III.5.3. L'exécution des charges de l'Etat

A fin septembre 2015, les dépenses exécutées de l'Etat, hors paiement des intérêts de la dette publique, ont baissé de 4,2%, passant de 1335,8 milliards de FCFA à fin septembre 2014 à 1280,2 milliards de FCFA à la même période en 2015. Cette situation résulte de la baisse conjointe des dépenses liées aux biens et services et celles des investissements, malgré la hausse des dépenses relatives aux traitements et salaires, des transferts et subventions conjuguée à la prise en compte des protocoles transactionnels de 7,7 milliards de Fcfa au 3^{ème} trimestre 2015.

Dans le même temps, les dépenses en capital ont chuté de 32,2% pour s'établir à 274,3 milliards de FCFA. Cette baisse est non seulement imputable à la faible mobilisation des ressources propres, mais aussi du financement extérieur. En effet, comparativement à fin septembre 2014, les ressources propres ont baissé de 25,7% pour se situer à 203,5 milliards de FCFA à fin septembre 2015.

Evolution des dépenses publiques

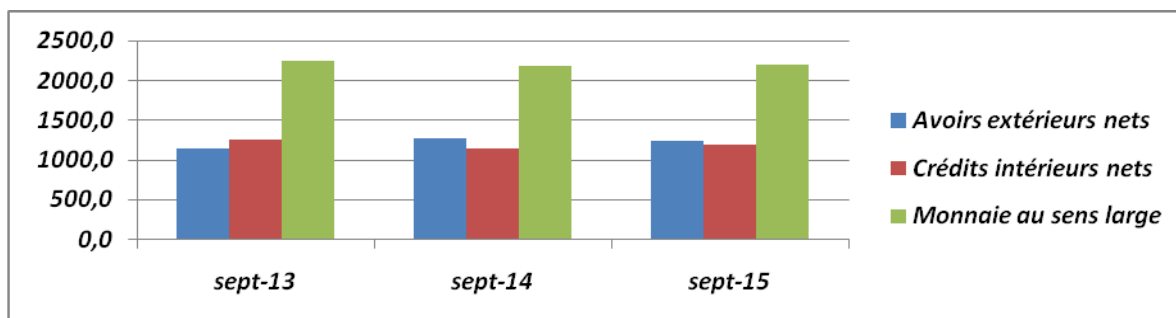
(En milliards de FCFA)	A fin septembre		Variations en %
	2014	2015	
Salaires et traitements	494,6	525,8	6,3%
Biens et Services	196,7	154,5	-21,5%
Transferts et subventions	230,2	255,2	10,9%
Investissements	404,7	274,3	-32,2%
Ressources propres	273,9	203,5	-25,7%
Finex	130,8	70,8	-45,9%
Prêts nets (yc prise de participation)	9,5	44,3	-
Fonds spéciaux (yc FER et engagements EPP)	0,1	18,4	-
Protocoles transactionnels	-	7,7	-
Total dépenses hors paiement d'intérêts	1335,8	1280,2	-4,2%

Source : DGCPT

III.6. LA SITUATION MONETAIRE

A fin septembre 2015, la situation monétaire large se caractérise par une hausse de la masse monétaire (+0,5%), du crédit intérieur net (+5%) et une contraction des avoirs extérieurs nets (-2,5%).

Situation monétaire résumée (en milliards de FCFA)



Source : BEAC

III.6.1– LES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES

III.6.1.1- La masse monétaire (M2)

La masse monétaire a progressé de 0,5% à 2197,9 milliards de F CFA au troisième trimestre 2015, en liaison avec le renforcement du crédit intérieur net (+5% à 1198,3 milliards de FCFA). L'analyse de ses composantes révèle une baisse de la circulation fiduciaire (-6,6% à 344,6 milliards de FCFA) et une augmentation des dépôts collectés (+2% à 1853,3 milliards de FCFA).

La quasi-monnaie a cru de 4,2% à 795,3 milliards de F CFA en septembre 2015, en raison de la consolidation de l'épargne des agents économiques, notamment les entreprises du secteur privé.

III.6.1.2- Les ressources extra-monétaires

Elles se sont confortées de 5,9% à 246,5 milliards de F CFA en septembre 2015, suite à l'amélioration des Autres Postes Nets qui sont passés de -91,5 milliards à -83,9 milliards de F CFA au cours de la période sous revue.

III.6.2-LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires se sont raffermies de 1% à 2 444 milliards de F CFA, sous l'effet de la hausse du crédit intérieur net (+5%).

III.6.2.1- Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets se sont repliés de 2,5% à 1 246,1 milliards de F CFA en septembre 2015, consécutivement à la chute des avoirs extérieurs nets des banques primaires (-48,5% à 36,1 milliards de F CFA à fin septembre 2015).

Au niveau de la Banque Centrale, les réserves officielles nettes sont restées quasi stables autour de 1210 milliards de F CFA en septembre 2015.

Au vu de ce qui précède, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs a perdu 0,7 point pour s'établir à 86,9% en septembre 2015.

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets

Trimestre	juil-14	août-14	sept-14	juil-15	août-15	sept-15	var 09-15/09-14
Avoirs extérieurs nets	1386,9	1310,6	1278,4	1352,3	1304,9	1246,1	-2,5%
Banque centrale	1223,1	1221,5	1208,3	1199,5	1210,0	1210,0	0,1%
Banques commerciales	163,8	89,1	70,1	152,8	94,0	36,1	-48,5%

Source : Beac

III.6.2.2-Le crédit intérieur

Le crédit intérieur s'est conforté de 5% à 1198,3 milliards de F CFA au troisième trimestre 2015, en relation avec la forte hausse des créances nettes sur l'Etat.

Evolution du crédit intérieur

Trimestre	juil-14	août-14	sept-14	juil-15	août-15	sept-15	var 09-15/09-14
	(en milliards de Fcfa)						
Crédits intérieurs nets	1156,0	1158,9	1141,0	1044,7	1031,4	1198,3	5,0%
Créances nettes sur l'Etat	-305,0	-314,2	-307,7	-241,8	-222,0	-84,3	-
Créances sur le reste de l'économie	1461,0	1473,1	1448,7	1286,5	1253,4	1282,6	-11,5%

Source : Beac

III.6.2.3- Les créances sur l'économie

Elles ont régressé de 11,5% à 1282,6 milliards de F CFA à fin septembre 2015, suite au repli des crédits alloués au secteur privé non financier (-0,9%). Cette situation est essentiellement liée au contexte économique toujours marqué par un prix du baril de pétrole faible.

L'analyse par terme révèle une forte absorption des crédits à court terme (52,8%) et dans une moindre mesure des crédits à moyen terme (44,6%).

III.6.2.4- Les créances nettes sur l'Etat

Au troisième trimestre 2015, la situation nette créditrice de l'Etat s'est chiffrée à -84,3 milliards contre -307,7 milliards de FCFA au troisième trimestre 2014. Cette évolution traduit une augmentation de la dette de l'Etat envers le système bancaire pour répondre à la baisse des recettes budgétaires fortement impactées par la chute des cours du pétrole.

Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est dégradée passant de -111,3 milliards en septembre 2014 à -42,8 milliards de FCFA en 2015.

III.7 LA POLITIQUE MONETAIRE

En glissement annuel, la politique monétaire de la Beac a reposé sur la baisse du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), la reconduction de l'objectif de refinancement, le maintien des autres taux directeurs et de la politique des réserves obligatoires.

III.7.1- L'ACTION SUR LA LIQUIDITE BANCAIRE

Le marché interbancaire a été marqué par un niveau de liquidité acceptable. Aussi, l'Institut d'Emission a-t-il maintenu son objectif de refinancement à 2 milliards de FCFA.

III.7.2- LA POLITIQUE DES TAUX D'INTERET

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 09 juillet 2015 a décidé de fixer les principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	2,45%
Taux des Prises en Pension (TPP)	4,20%
Taux Créditeur Minimum (TCM)	2,45%

De même, les taux d'intérêt sur les placements ont été maintenus et fixés comme suit :

Placements à 7 jours	0%
Placements à 28 jours	0%
Placements à 84 jours	0%

CONCLUSION

L'environnement économique mondial continue de se détériorer malgré la reprise dans la zone euro, et l'embellie de l'économie des Etats-Unis. Les perspectives économiques des pays émergents restent marquées par le ralentissement de la croissance chinoise et le repli des prix des principaux produits de base.

Au plan national, malgré les bonnes performances du secteur primaire, on note un ralentissement voire une baisse de l'activité dans plusieurs branches du secondaire et du tertiaire. Cette tendance découle, entre autres, de la baisse de la commande publique suite à la contraction des ressources propres liées aux recettes pétrolières.

Ces évolutions ont pour conséquence une réduction de l'objectif de croissance de l'économie nationale pour l'année 2015, qui est ramené à 4,0% contre 4,2% comme précédemment annoncé au mois d'août. Cette croissance serait tirée par le secteur pétrole qui croîtrait de 8% contre 3,5% pour le secteur hors pétrole.

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint

M. Roger MOULOUNGUI

Chefs de Service

M. OBAME NANG Didier

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. LEMAMI Ferdin

Chargés d'Etudes

Mme. NDAMANGANA Marie-France

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNIANE Sandrine

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

M. MOUPEPE Yves

M. MEKAME OSSOUMA Célestin

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald Audrey

M. EMVO EKORO Jonathan

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. NGONGANGOYE Charly

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA
M. Aymard NGOUA ONA
M. OBANDJI Guy Ulrich
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède
M. Florent MANEMBE

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE
M. Martial MBA BISSIGHE
M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Josiane AVOME NGUEMA
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA
Mme. Julie NTSAME
Mme. ElzyYolène BOUYOU
Mme. Anuarite LOUBAKI DIMBOU
Mme. Ariane MOUANANDA BABONGUI
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Raphael MBA N' NANG
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Ike APOUBA LOUSSOU
M. Euloge Bernadin LENGOUNGA
M. Brice YOUOMO
M. Noel MAGNAGA
M. Patrick Patrici NZUE EDOU

DIRECTION DES SYNTHÈSES ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Patrick Renaud LOEMBA

M. Pierre Dieudonné THATY

Mme. Huguette LEMAMI ALISSAGA ép. NGUIA BANDA

Chargés d'Études

Mme. Perpétue ABORIE BOETOUMBA

Mme. Marie Irène IBOMBO

Mme. Pauline LEMBOUMBA NGROUND

M. Kevin BOUNGOUNGOU

CELLULE MICROFINANCE

Chef de Service:

Mme. Huguette Raïssa NTSAME NDZIGHE ép. WORA

Chargés d'Études

M. Béchir MAHAMAT LÉBOUBA

M. LIPOCKO MOMBO